2,70 € *Première édition. № 13377* **LUNDI 8 JUILLET 2024** www.liberation.fr

Libération

Place de la République, à Paris, dimanche soir. PHOTO CHRISTOPHE ENA. AP

C'EST OUF

■ La gauche a créé une énorme surprise en arrivant en tête des législatives. ■ Le front républicain a été massivement suivi, reléguant le RN à la troisième place. ■ Divisée en trois blocs, la nouvelle Assemblée nationale n'a pas de majorité absolue. PAGES 2-14

M 00135 - 708 - F: 2,70 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie **1,80 €**, Allemagne **3,20 €**, Andorre **3,20 €**, Belgique **2,70 €**, Canada **5,30 $**, DOM **3,20 €**, Espagne **3,20 €**, Etats-Unis **5,20 $**, Grande-Bretagne **2,90 £**, Grèce **3,20 €**, Italie **3,20 €**, Liban **7800 LBP**, Luxembourg **2,70 €**, Maroc **29 Dh**, Pays-Bas **3,20 €**, Portugal (continental) **3,60 €**, Suisse **3,60 FS**, Suisse alémanique **3,60 FS**, Tunisie **8,70 DT**, Zone CFA **2600 CFA**.

lanzarotecaliente.com

ÉDITORIAL

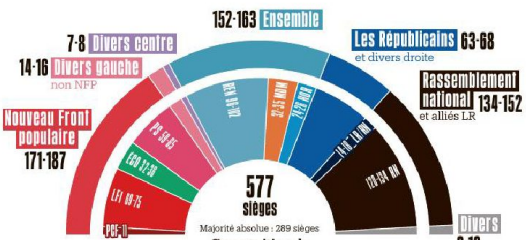
Par
PAUL QUINIO

Etre à la hauteur

Merci qui ? Merci le front républicain ! L'incroyable scénario de ce second tour des législatives voit contre toute attente le Nouveau Front populaire arriver en tête, la majorité présidentielle en deuxième position et le Rassemblement national seulement troisième alors qu'il était donné favori après sa percée du premier tour. Décidé très rapidement par la gauche le 30 juin au soir, le gros des troupes de la majorité présidentielle embrayant dans son sillage, le front républicain que l'on disait moribond aura donc permis l'essentiel : barrer la route du pouvoir à l'extrême droite. Les Français ont une fois de plus fait preuve d'une maturité politique exceptionnelle en se mobilisant massivement (le taux de participation a été très élevé) pour défendre ces valeurs républicaines héritées des Lumières qui fondent notre démocratie. Valeurs que le Rassemblement national, soi-disant dédiabolisé, continue en réalité de menacer. En disant non à un gouvernement d'extrême droite, les Français ont rejeté l'idée d'une France xénophobe, rance, repliée sur elle-même, où l'Etat de droit aurait été sans nul doute peu à peu grignoté. Les Français, de gauche, du centre, de droite, qui ont refusé de voir l'extrême droite prendre le pouvoir, ont, d'une certaine manière, sauver l'idée qu'ils se font majoritairement de la République. La gauche unie a été la première, et de manière très claire, à demander aux électeurs de faire barrage. Elle s'en retrouve d'une certaine manière récompensée, puisque les Français l'ont placée en tête de ce second tour. C'est évidemment, si l'on ose dire, une divine surprise. Sa majorité n'est bien sûr que relative, mais elle l'oblige. Elle l'oblige à être à la hauteur de cette maturité des électeurs. Elle le sera en tenant compte du fait que le peuple de gauche a, comme en 2002, comme en 2017, comme en 2022, été au rendez-vous de l'histoire. Elle le sera en assumant ses valeurs, mais aussi son programme qui promet plus d'égalité, plus d'attention aux questions sociales, en remettant l'école au cœur du pacte républicain, en récompensant les soignants, en essayant de répondre à ce sentiment de déclassement qui nourrit le vote pour l'extrême droite. Mais elle sera aussi à la hauteur en évitant de se croire trop belle, trop forte. Elle le sera en se détournant aussi d'un sectarisme qui la rendrait aveugle sur les conditions de sa victoire ce 7 juillet. Etre à la hauteur lui interdit aussi d'oublier que l'extrême droite est plus puissante que jamais dans notre pays. ◆◆

Et à la fin, c'est la gauche qui gagne

Déjouant les pronostics, le Nouveau Front populaire est arrivé en tête dimanche, juste devant les macronistes. L'extrême droite se reprend de face le barrage républicain. Aucune majorité claire ne se dégage de la nouvelle Assemblée.



Source : Ipsos. Estimation à 21h30

Par
LAURE EQUY
Infographie
ALICE CLAIR

On surveillait, inquiets, le barrage. On n'avait pas vu le tremplin. Erigé à la hâte, parfois dans la douleur, usé par deux décennies de «vote contre», le front républicain n'a pas seulement fait refluer le Rassemblement national, dimanche. Mieux, c'est le Nouveau Front populaire qui, contre toute attente, se hisse en tête du second tour des élections législatives, obtenant, selon les projections d'Ipsos à 21 h 30, entre 171 et 187 sièges. Un retournement stupéfiant dont aucun des leaders de la gauche unie n'avait, au cours de ces vingt-huit jours en apnée, osé rêver. Le RN et ses alliés ne décrocheraient «que» 134 à 152 élus, au sein d'une Assemblée nationale éparpillée façon puzzle. Probable deuxième force de l'hémicycle, le camp présidentiel évite l'effacement en repêchant entre 152 et 163 élus. Une solide tripartition du paysage politique qui fait entrer le pays dans une ère nouvelle : le blocage institutionnel ou une cohabitation en coalition allant de la gauche au centre. Signe de ce sursaut républicain, la participation, encore plus élevée qu'au premier tour (66,7 %), n'a pas flanché : 67,1 % des électeurs sont allés voter massivement. Du jamais-vu depuis 1981.

EFFICACITÉ

C'est cette participation maousse qui avait déjà fait exploser le nombre de triangulaires au soir du premier tour. De façon à briser la dynamique du RN qui aurait pu se frayer un chemin jusqu'à la majorité absolue, 220 candidats NFP ou macronistes s'étaient effacés. Encore fallait-il que les électeurs, lassés des consignes de vote, suivent… Les sympathisants du camp présidentiel, rebutés par les mélenchonistes et abreuvés de discours menaçants sur un programme de gauche censé conduire le pays à la faillite, se reporteraient-ils sur un finaliste NFP ? Les électeurs de gauche consentiraient-ils encore à faire barrage ? Appelés à écarter le péril de l'extrême droite, ils n'ont pas manqué ce rendez-vous historique. Symbole de l'efficacité du front républicain : la réélection du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin (Nord), et d'Elisabeth Borne (Calvados) grâce au retrait de LFI.

La gauche a renforcé d'au moins 20 sièges ses positions acquises lors de l'ère Nupes (151 élus en 2022). Jean-Luc Mélenchon a réclamé que *«la volonté du peuple»* soit *«strictement respectée»* : *«Le président de la République a le pouvoir, le devoir d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner.»* L'alliance de gauche dispose d'une majorité relative, trop étriquée pour gouverner sans recruter. Refusant tout net *«des négociations»* et *«combinaisons»*, le triple candidat à la présidentielle, qui imagine l'abrogation de la réforme des retraites, la hausse du Smic et le blocage des prix, par décret dès l'été, prévient : *«Le Nouveau Front populaire appliquera rien que son programme, tout son programme.»* Dans la foulée, Olivier Faure a, lui aussi, décliné toute *«coalition des contraires»*, mais appelé à *«trouver un chemin»*. Il n'a pas échappé au premier secrétaire du PS qu'à gauche, le rapport de force s'est rééquilibré. Les insoumis conservent un léger avantage au sein du NFP, avec 69 à 75 députés. Mais les socialistes, requinqués par la campagne européenne de Raphaël Glucksmann, gonflent leurs effectifs, avec 59 à 65 élus, dont l'ancien président de la République, François Hollande, victorieux dans son fief corrézien. Les écologistes engrangent 32 à 36 sièges tandis que les communistes retrouvent 11 députés.

DYNAMITEUR

Largement en tête du premier tour, le RN subit un net ressac, au terme d'une campagne plombée par le dévoilement d'un casting accablant de dizaines de candidats racistes, antisémites, complotistes… L'extrême droite, qui avait réalisé une percée surprise en juin 2022, s'octroyait 89 élus, envoie à l'Assemblée 120 à 134 députés, rejoints par 14 à 18 ciottistes de LR. Petite réjouissance pour LR «canal historique» qui fait légèrement grimper son contingent entre 63 et 68 sièges. Une immense déconvenue pour Jordan Bardella qui, le 30 juin, croyait *«l'alternance à portée de main»*. De quoi nourrir le traditionnel couplet frontiste sur les *«alliances politiciennes contre nature»*. L'eurodéputé s'est posé en *«seule alternance contre un parti unique qui va de Philippe Poutou à Edouard Philippe»*. Retranché en début de soirée à l'Elysée, avec Gabriel Attal et les chefs de partis de feu sa majorité, Emmanuel Macron compte attendre *«la structuration de la nouvelle Assemblée nationale pour prendre les décisions nécessaires»*. *«Prudence et analyse des résultats»*, temporise son entourage. *La question est qui pour gouverner désormais et atteindre la majorité ?»* Le chef de l'Etat va bien devoir s'y résoudre. Après avoir considéré, durant son premier quinquennat, le Parlement comme une chambre d'enregistrement, puis avoir connu l'inconfort de la majorité relative, il s'apprête à entrer en cohabitation. Que peut bien songer le dynamiteur de l'Assemblée, qui se targuait, en redonnant la parole aux électeurs, de faire advenir *«un moment de clarification»* ? L'Elysée se réjouit du moins de voir, après sept ans au pouvoir, *«le bloc central bien vivant»* : Renaissance décrocherait entre 96 et 102 élus, le Modem 32 à 35, tandis que les philippistes seraient encore 24 à 26. *«La formation politique que j'ai représentée ne dispose pas d'une majorité absolue»*, a admis Gabriel Attal. Sans un mot sur la victoire du Nouveau Front populaire, il convient que *«le centre de gravité sera plus que jamais entre les mains du Parlement»* et refuse de *«se résoudre à ce que la République soit scindée en trois blocs»*. Sur le perron de Matignon, l'éphémère Premier ministre a annoncé qu'il remettrait ce lundi matin sa démission au Président, tout en se tenant prêt à assumer ses *«fonctions aussi longtemps que le devoir l'exigera»*. Le temps peut-être d'enjamber des Jeux olympiques que tout le monde semblait, au long de ce mois en surchauffe, avoir un peu oubliés. ◆◆

Marine Tondelier au siège des Ecologistes à Paris, dimanche. MARIE ROUGE

Jean-Luc Mélenchon appelle au *«respect de la volonté du peuple»*. CHA GONZALEZ

Le socialiste Olivier Faure refuse toute *«coalition des contraires»*. STÉPHANE LAGOUTTE

Le **NFP** fête mieux que prévu

Sans majorité mais en tête, l'alliance de gauche revendique son droit à gouverner. En accord sur le respect du programme, les partis doivent décider d'un nom pour Matignon.

Le Nouveau Front populaire ne se contente pas de résister, il l'emporte. Conçue pour contrer la vague d'extrême droite qui menaçait de déferler sur l'Assemblée nationale, l'alliance des partis de gauche arrive en tête du scrutin, selon les estimations Ipsos pour France Télévisions à 21 h 30. Elle devient la première force politique du pays, avec un nombre de sièges oscillant entre 171 et 187, contre 152 à 163 pour le camp présidentiel et entre 132 et 152 sièges pour le Rassemblement national et ses alliés. Au sein de la coalition, les insoumis, avec un groupe qui devrait comporter entre 69 et 75 élus, font presque jeu égal avec les socialistes (entre 59 et 65). Derrière, les écologistes se renforcent (entre 32 et 36 députés) tandis que les communistes engrangent entre 11 élus.

Si certains ont répété jusqu'à la fin que tout était envisageable, personne, au sein même de l'union, ne pensait vraiment qu'une victoire était possible. A l'issue du premier tour, l'extrême droite était promise à une majorité relative sinon absolue. L'activisme de la gauche, qui a très vite annoncé qu'elle retirerait ses candidats arrivés en troisième position pour faire barrage au RN, et qui a mis la pression sur le camp présidentiel pour faire de même, a bien aidé. Les appels au front républicain ont fonctionné au-delà des attentes. Beaucoup, à gauche, redoutaient que les consignes de la macronie soient inopérantes après les attaques répétées de ses représentants contre La France insoumise et la lassitude des électeurs, sommés de faire barrage à la montée de l'extrême droite à chaque second tour.

«Discuter». Sans majorité absolue mais en tête, la gauche devrait donc, si Emmanuel Macron respecte l'esprit des institutions, être appelée à former un gouvernement. Contrairement au président du Rassemblement national, Jordan Bardella, qui avait annoncé qu'il refuserait la tâche s'il n'avait pas de majorité absolue, les représentants du Nouveau Front populaire ont toujours dit qu'ils ne se défileraient pas. *«La volonté du peuple doit être strictement respectée, dès lors, aucun subterfuge, arrangement ou combinaison ne serait acceptable. […] Le Président de la République […] a le devoir d'appeler le NFP à gouverner. Celui-ci y est prêt»*, a déclaré Jean-Luc Mélenchon.

Aligné sur le triple candidat à la présidentielle, le Premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure a confirmé que la gauche *«ne se prêtera à aucune coalition des contraires qui viendrait trahir le vote des Français et prolonger les politiques macronistes»*. *«Nous allons gouverner»*, a appuyé la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, tout comme le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, qui a dit le changement possible *«dès cet été»*.

L'espoir est immense, le défi l'est tout autant. Toute la soirée de dimanche, les chefs de partis du Nouveau Front populaire ont prévenu qu'ils ne feraient pas de compromis sur leur programme. Mais en l'absence d'une majorité absolue, l'alliance de la gauche va devoir trouver des alliés. *«On va devoir être adulte, discuter,* a prévenu de son côté l'eurodéputé Raphaël Glucksmann. *Le pays a besoin d'être apaisé, réconcilié.»* Toute la semaine, l'hypothèse d'un gouvernement de coalition a été discutée, mais jamais dans la perspective d'une gauche en tête. Les macronistes, et notamment ceux de l'aile gauche, vont désormais devoir choisir s'ils soutiennent le Nouveau Front populaire, que ce soit en participant à une éventuelle coalition ou en étant dans une forme de soutien sans participation. Dans le cas contraire, la gauche s'exposerait à la menace rapide d'une motion de censure.

Cette surprise du second tour va en tout cas reposer la question du Premier ministre, mise de côté dans la dernière ligne droite, alors qu'une majorité de gauche ne semblait plus possible. *«Ce soir, ce n'est pas le moment des postures, des oukases ni des courses de petits chevaux,* a prévenu Marine Tondelier. *Ce n'est pas non plus le moment de proposer un ou une Première ministre.»* Tout au long de la campagne, le sujet a fait débat. Très présent dans la campagne, Jean-Luc Mélenchon a été le premier à se dire *«capable»* d'occuper la fonction sans toutefois *«s'imposer»*. Décrivant un leader insoumis devenu *«repoussoir»*, socialistes, communistes et écologistes ont martelé qu'ils s'y opposeraient.

Rééquilibrés. Les alliés du NFP vont devoir trancher le mode de désignation de leur candidat pour Matignon. Pour les insoumis, le choix doit revenir au groupe le plus important en nombre d'élus. Les roses, rouges et verts plaident, eux, pour un vote de tous les élus, bien conscients qu'un tel cas de figure mettrait LFI en minorité, et éloignerait donc l'hypothèse «Mélenchon à Matignon». D'autant que les rapports de force à gauche ont été rééquilibrés à la faveur de ces législatives. Avec un groupe PS qui se rapproche de LFI, l'hégémonie insoumise prend fin. Le nom de François Ruffin, qui a rompu avec Mélenchon et la direction de LFI pendant la campagne, est aussi revenu avec insistance parmi les candidats potentiels au poste de Premier ministre. Le réalisateur de *Merci Patron !* distancé au premier tour par le RN dans sa circonscription de la Somme est finalement parvenu à être réélu. Comme lui, tous les frondeurs désinvestis ont retrouvé leur siège. Parmi les personnalités de gauche les plus scrutées, l'ancien président de la République François Hollande est élu dans la 1ère circonscription de Corrèze à la faveur d'une triangulaire qui a dispersé les voix de la droite. Partout en France, dimanche soir, une gauche victorieuse s'apprêtait à célébrer avant de s'atteler au défi qui l'attend.

CHARLOTTE BELAÏCH *et* **SACHA NELKEN**

Par
JULIETTE DELAGE, NOA JACQUET, RACHID LAÏRECHE et **ELENA RONEY**
Photo **CHA GONZALEZ**

A gauche, «cette victoire nous redonne un peu d'espoir»

Sur la place de la République et dans les QG insoumis, verts et socialistes, de nombreux électeurs surpris et soulagés fêtaient les résultats des législatives.

Sur la place Stalingrad (XIXe arrondissement) dimanche soir.

Victoire du Nouveau Front populaire, défaite du RN : le second tour des législatives est un inédit retournement de situation. Dans les QG des partis de gauche, dimanche, ainsi que sur la place de la République, agora de toutes les luttes sociales, cris de joie et espoirs ont succédé au désarroi de ce dernier mois.

Place de la République «Tu vois qui Premier ministre ?»

Un cri. La place de la République, le lieu de la contestation parisienne, celle qui réunit les fâchés, les énervés et les déçus après chaque défaite a crié très fort à 20 heures pétantes. Des centaines de personnes ont accueilli la double nouvelle en criant. La place de la République fête la défaite du Rassemblement national, mais aussi le score du Nouveau Front populaire. Des fumigènes. Gaëtan est un peu à l'écart. Le pif sur son téléphone, le regard ébahi. *«Incroyable, c'est incroyable.»* Un autre mot: *«Le scénario est fou. Les fachos arrivent derrière tout le monde et la gauche est devant. C'est incroyable.»*

Les voitures klaxonnent. Les scooters. Du bruit. Des applaudissements. Et toujours les mêmes phrases: *«Je n'arrive pas à y croire.»* Coralie reprend son souffle. *«On n'était pas sous la menace ici, c'est vrai,* dit-elle. *Mais ça fait du bien de voir le pays résister quand c'est la merde.»* Elle prend sa copine dans les bras: *«Putain de sa mère, c'est trop beau. J'ai envie de chialer.»* La place se remplit. Les vendeurs de merguez ont senti le truc. Ils installent leurs stands. Des jeunes rêvent. Un petit brun demande à son voisin: *«Tu vois qui Premier ministre?»* Les noms fusent: Tondelier, Ruffin, Guetté… Au fond de la place, à l'écart de la foule, quatre jeunes sont installés au sol. Les jambes croisées. Un skate-board en guise de table. Dès bières et des chips. Ils appellent ça le *«pique-nique de la victoire»*.

Chez LFI «Dans ma vie, la gauche n'a pas gagné si souvent !»

Un grand silence pendant le décompte. Et puis des cris de joie, des poings levés, des larmes. *«On l'a fait ! La France n'est pas un pays fasciste»*, exulte un jeune homme. La place de la Bataille de Stalingrad, dans le XIXe arrondissement de Paris, où La France insoumise tient sa soirée électorale, est noire de monde, dimanche. La mobilisation de la gauche a payé: le Nouveau Front populaire pousse le Rassemblement national à la troisième marche de podium. Inès et Mona, 27 ans, n'en reviennent toujours pas. *«Franchement, j'ai eu tellement peur»*, dit la première. La seconde complète: *«Je suis binationale, franco-algérienne. Je ne voyais pas mon pays, dans lequel je suis née, dans lequel j'ai grandi, que j'aime de tout mon cœur, finir dans une spirale raciste.»* Dans la cohue, Loïc, 23 ans, étudiant, hisse très haut son drapeau tricolore. *«C'est un gros soulagement ! Même si c'est loin d'être la fin, c'est un vrai premier pas.»*

Huguette, 78 ans, applaudit des deux mains : *«Dans ma vie, la gauche n'a pas gagné si souvent !»* Elle se réjouit *«que l'augmentation du smic et l'abrogation de la réforme des retraites aient désormais une chance de voir le jour»*. Clémence, professeure de 37 ans non encartée, pleure à gros bouillons. *«Je ne m'y attendais pas du tout. Même si ce n'est pas si clair, et qu'il faut aussi entendre ce que les électeurs du RN ont à dire, au moins cette victoire nous redonne un peu d'espoir.»* Plus que jamais, elle espère *«que la gauche sera à la hauteur de l'histoire. Si on se foire, dans deux ans, on tombera sous le RN»*.

Avec Les Ecologistes «Nous allons la réparer, cette France !»

A 19 heures, le QG des écolos dans le Xe arrondissement se remplit progressivement, l'ambiance est plutôt bonne. Mais l'inquiétude est palpable. Anissa Chehbib, étudiante et militante chez Les Ecologistes depuis trois ans, s'alarme: *«On a tellement peur des résultats.»* Plus 20 heures approche, plus les visages se ferment. Certains militants ont les larmes aux yeux. Le stress retombe finalement à la vue des estimations qui s'affichent sur le grand écran. Les militants se tombent dans les bras. Anissa est en larmes: *«J'essayais de me convaincre qu'il y avait encore de l'espoir, mais j'avais l'impression de me mentir à moi-même. Il faut continuer à se mobiliser, parce qu'il y a toujours une lueur d'espoir.»* Une autre militante, Marie-Thé, se dit *«hyper soulagée»* et voit cette victoire comme un *«espoir porteur pour les combats écolos et socialistes»*. La secrétaire nationale du parti, Marine Tondelier, monte alors sur l'estrade et déclare: *«Que ça plaise à l'extrême droite ou non, nous allons la réparer cette France !»*

Au QG du PS «C'est une énorme responsabilité»

A quelques minutes de l'annonce des résultats, journalistes et militants fourmillaient dans la Bellevilloise (XXe arrondissement), où se déroulait la soirée électorale du PS. A 20 heures, la Bellevilloise explose. *«C'est inattendu, c'est la première fois qu'on gagne un truc»*, dit Emma, 24 ans. A côté d'elle, les militants entonnent une *Marseillaise*. Puis le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, fait son entrée, sous les applaudissements: *«Ce soir, la France a dit non à l'arrivée du RN au pouvoir.»* Il dessine le programme de l'après-7 juillet, à l'écart des caméras, et il souligne que la gauche n'est pas *«dans une situation de confort total»*. Riwan, le front en sueur, acquiesce. *«C'est une énorme responsabilité : nous n'avons pas de majorité absolue. Il va falloir montrer aux Français qu'on peut appliquer le programme. Et être plus unitaire que jamais. Ça commence dès demain.»*

«Un pays coupé en deux»: tour d'horizon des réactions des électeurs après 20 heures

De Montreuil au bassin d'Arcachon en passant par l'Aveyron, les Français sont partagés entre bonheur et déception après les résultats des élections législatives, marqués par la victoire du Nouveau Front populaire.

Certains attendaient ce moment avec plus ou moins d'attention, de fébrilité ou d'impatience. D'autres ont observé cela de loin, quand ils ne l'ont pas tout simplement ignoré. Entre palabres et silences, cris de joie ou d'effroi, de soulagement ou de déception, tour de France, dimanche à 20 heures, lorsque les premières estimations de la nouvelle coloration de l'Assemblée nationale sont apparues sur les écrans à Montreuil, en Aveyron, en Gironde et dans l'Aube.

À MONTREUIL (SEINE-SAINT-DENIS)

«Ce soir, les fascistes vont pleurer»

Pendant quelques minutes, une panne d'internet a coupé la télé. Elle se rallume juste avant 20 heures. *«Dans sept minutes»*, interpelle un client. En arabe et en français, les interjections fusent sur Marine Le Pen et les pistaches craquent sous la dent: *«Elle va pas gagner, jamais.»* La phrase tient plus de l'incantation désespérée que d'un réel pronostic. *«Cinq minutes»*, lance un autre. L'ambiance oscille entre blagues et inquiétude. Le décompte passe lentement dans ce café de la rue de Paris de Montreuil, qui rassemble des Algériens, Marocains et Maliens attablés autour de cafés et demis de bière, habitant pour certains le foyer de travailleurs migrants, à quelques centaines de mètres.

«Cinquante secondes», scande l'un en même temps que les présentateurs de BFM TV. Les regards se tournent vers la télé. *«Marine Le Pen»*, balance l'un sans vraiment regarder. *«Non!»* répond l'autre: *«Mélenchon.»* Stupeur, puis applaudissements. *«Je suis content»*, répète Momo, kabyle algérien de 58 ans, en France depuis trente ans. Ouvrier dans le bâtiment, il s'inquiétait quelques instants auparavant de voir *«la haine»* arriver au pouvoir. *«Ça, c'est une victoire. Il y a une très bonne humanité.» «Ce soir, les fascistes ils vont pleurer»*, lance l'un d'eux. *«L'essentiel, c'est Marine Le Pen à la poubelle.»*

Le nombre de sièges apparaît de nouveau. On n'y croit toujours pas. Keita, 63 ans, a un grand sourire qui ne s'éteint pas. *«C'est mieux que Le Pen quand même. Ça fait quarante-quatre ans que je suis ici, on est Français.»* Il n'a pas pu voter, faute de nationalité qu'il a demandée sans succès à deux reprises. *«Vous aussi les Français vous devez être contents. Si on était tous partis, dans le bâtiment, dans l'entretien… ça va pas pour vous.»*

À LA CHAPELLE SAINT-LUC (AUBE)

«Ça crée du rêve»

«Olivier Girardin. Olivier Girardin.» Le nom du maire socialiste de La Chapelle-Saint-Luc et candidat NFP se répète dans la bouche des assesseurs en train d'ouvrir les enveloppes, dans cette commune de l'Aube. Bien plus que celui de sa concurrente Angélique Ranc, la candidate RN sortante. Dans la salle d'accueil de la mairie, six tables blanches collées, une douzaine de personnes de tous âges s'affairent et autant regardent.

Olivier Girardin n'est pas optimiste. *«Je pense que c'est plié»*, lâche-t-il à 19 heures. *«Il y a des bureaux de vote qui ont retrouvé les vieux réflexes.»* Comprendre: à droite toute. Au premier tour, sa concurrente est arrivée largement en tête. Dans l'Aube, territoire traditionnellement bleu voire bleu foncé, la Chapelle, ville populaire, est une exception. Assis dans la salle, un couple de retraités. Danny, 74 ans, ancienne secrétaire, et Lionel, 71 ans, ex-aide-soignant. Ils regardent le dépouillement. Danny est une rouge: elle a été encartée trente ans au PCF. Quelques instants avant la diffusion des résultats, les deux entremêlent leurs voix, douces: *«Non, on n'est pas tendus.»* L'atmosphère politique ne les réjouit pas, mais ils prononcent un mot presque impensable: *«confiance»*.

A 19 h 54, le dépouillement est terminé. A 20 heures, une jeune femme sur Twitch Hugo Décrypte annonce les résultats. Avec sa mère, elle voit les annonces du NFP en tête. De joie, fille et mère retiennent difficilement leurs larmes. Elles lâchent des rires nerveux. Lionel aussi est sur son téléphone. *«Attendez voir. Le v'la, le camembert. Y a plus de rouge que tout autre chose quand même!»* A 21 h 55, l'écart sur la circonscription était favorable de près de 10 points pour la candidate RN sur la base de 81,73 % de bulletins dépouillés. Une dame soupire: *«Ce serait dommage que notre circo ne soit pas à l'image de la France.»*

DANS UN CAMPING À NANT (AVEYRON)

«Difficile de trinquer dans ce contexte»

Quelques bières belges, des cacahuètes, le chat qui se faufile sous la table: sur la terrasse du camping du Vialaret, les premiers vacanciers se retrouvent spontanément. Il est 19 h 30. *«Ce soir, c'est soirée électorale»*, lance Jean Philippe, le gérant. Pour l'heure, *«c'est le désert cosmique»*, se désole l'hôte: *«Entre les élections, la météo, le foot et les résultats du bac, la saison a dû mal à démarrer.»*

Puis le voilà qui revient avec sa guitare: *«Ici, les apéros, c'est toujours en musique, et on se tutoie.»* Autour de la table, les vacanciers hésitent à *«s'étendre sur la politique»*. *«Pas de choses qui fâchent»*, chuchote Monique, qui s'occupe de l'entretien du camping, en ouvrant sa bouteille de sangria. *«Difficile de trinquer dans ce contexte»*, abonde un campeur retraité venu du Loiret. *«La seule chose à laquelle on peut trinquer, ce soir, c'est si l'extrême droite n'a pas de majorité absolue!»* lâche Jean-Philippe.

Il n'est pas encore 20 heures, mais le patron, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée près de Montpellier le reste de l'année, ne fait pas de mystère: *«Moi, je suis de gauche. Et je crois avoir senti que tous nos campeurs le sont aussi!»*

La joyeuse bande digresse autour de la légende du village voisin. Jean Philipe lance: *«Bon, il est 20 heures quand même. Quelles sont les nouvelles?»* avant de souffler un grand *«waouh»*, rejoint unanimement par l'assemblée. *«On ne s'y attendait pas à celle-là. C'est la participation gigantesque qui a fait la bascule!»*, analyse-t-il, le nez plongé dans son téléphone. Les Loirétains acquiescent. Deux campeurs belges et un cycliste anglais, en bout de table, tentent de démêler les enjeux du scrutin. Mais déjà, les discussions repartent à l'époque des croisades.

À GUJAN-MESTRAS (GIRONDE)

«Il va falloir attendre la présidentielle»

Des chaises en plastique, deux tables rondes recouvertes de nappes multicolores, un frigo et une télé. Dimanche, à 20 heures, l'installation était spartiate au camping Beausoleil, à Gujan-Mestras, pour regarder l'issue du scrutin. Henri, son directeur ne s'est pas fait beaucoup d'illusions: *«Les élections, au camping, ça n'attire pas les foules.»* La salle reste désespérément vide. Les campeurs préfèrent découvrir les résultats sur leur smartphone ou par le bouche-à-oreille. *«Le RN troisième, c'est tellement dommage! Je suis dégoûté»*, râle Giovanni devant son camping-car. L'ex-ouvrier dans le bâtiment est *«trop en colère»*, il préfère partir en levant les bras.

Sa femme, Viviane, 71 ans, et son amie, Annie, 66 ans, peinent à cacher leur déception. *«On voulait du changement grâce au RN. Maintenant, va falloir attendre la présidentielle»*, se désole l'ancienne gilet jaune qui avait pourtant voté Mélenchon à la présidentielle, mais *«il m'a trop déçue». «L'immigration, on s'en fout. Nous, on veut juste retrouver notre pouvoir d'achat. On a passé notre vie à enchaîner les boulots précaires et aujourd'hui, on se contente d'une retraite minuscule. C'est injuste, il n'y a qu'eux qui pouvaient renverser le système»*, complète Annie. *«Les Français sont des trous du cul. Ils vont le regretter»*, lâche son mari.

Laurence et Frédéric, des voisins, préfèrent couper court en sortant au restaurant. *«Ça nous changera les idées, c'est la seule sortie qu'on peut se permettre dans l'année»*, rumine le couple. L'enseignante de 66 ans a préféré ne pas voter, pour sanctionner sa famille politique de gauche d'avoir *«pactisé avec LFI»*. Le commercial, fervent soutien du RN, accuse le coup: *«C'était les seuls à pouvoir dégager durablement Macron.»* Croisé à la sortie du camping, Pierre, un informaticien de 42 ans, baisse la tête, dépité par les résultats du RN qu'il espérait meilleurs: *«Il ne faudrait pas oublier qu'ils ont fait des scores énormes. Après ce soir, le pays va être coupé en deux, ça n'augure rien de bon.»*

ROMAIN BOULHO *et* **QUENTIN GIRARD** *(dans l'Aube),* **LOLA CROS** *(en Aveyron),* **EVA FONTENEAU** *(en Gironde) et* **PAULINE MOULLOT** *(à Montreuil)*

Jordan Bardella, dimanche, après les résultats du vote. PHOTO DENIS ALLARD

Aux portes du pouvoir, le **RN** rattrapé par le front républicain

Le parti d'extrême droite voit lui échapper Matignon, qu'il convoitait depuis les européennes et ses bons résultats au premier tour des législatives. Parti de 88 élus, il peut escompter entre 134 et 152 députés.

La marche était trop haute. Bien trop haute. Avec entre 134 et 152 députés élus dimanche soir, selon les estimations de l'institut Ipsos, Jordan Bardella voit se fermer devant lui les portes de Matignon. Le poulain de Marine Le Pen n'a même pas eu le temps de poser le pied sur le perron. Promise en haut du podium, la formation d'extrême droite arrive en troisième position, derrière la gauche du Nouveau Front populaire et la majorité présidentielle sortante. Si le Rassemblement national (RN) augmente significativement le nombre de ses sièges, ses résultats du second tour des législatives, après un premier tour joué en tête avec plus d'un tiers des voix (33,35 % et 39 élus d'emblée), sonnent comme une cuisante défaite. La mine déconfite et la dent dure, l'ex-aspirant Premier ministre n'a pas ménagé ses attaques contre le front républicain dont ont pâti ses ouailles. *«Ce soir, ces accords électoraux jettent la France dans les bras de l'extrême gauche […]. Ces arrangements électoraux entre un président de la République isolé et une extrême gauche incendiaire ne mèneront le pays nulle part»*, a fustigé Bardella, jetant dans le même sac le NFP et la macronie, *«constitués en parti unique, de Philippe Poutou à Edouard Philippe»*. *«La France se voit privée d'une majorité, d'un gouvernement pour agir et donc d'un cap clair»*, a poursuivi le même.

Devise. Prévenant d'ores et déjà que son parti *«n'entrera dans aucune compromission politicienne»*, et ne participera donc à aucune coalition gouvernementale – ce que personne n'a jamais songé à lui proposer –, le jeune chef de parti a tenté de finir son amer discours sur une note positive. *«Ce soir, tout commence, un vieux monde est tombé et rien ne peut arrêter un peuple qui s'est remis à espérer»*, a requis Bardella, en manière de clin d'œil à la devise de Jean-Marie Le Pen: l'avenir commence toujours demain. *«J'ai trop d'expérience pour être déçue par un résultat où nous doublons notre nombre de députés*, a de son côté relativisé Marine Le Pen. *La marée monte, elle n'est pas montée assez haut cette fois-ci mais elle continue à monter. En réalité, notre victoire n'est que différée.»* Sur les plateaux télé, dimanche soir, les cadres RN n'avaient pas de mots assez durs pour fustiger les *«tambouilles électorales»* (Laure Lavalette, députée du Var, sur TF1), ou souligner *«l'émiettement»* de la nouvelle Assemblée (Louis Aliot sur France 2).

Le parti d'extrême droite est mis en face de son échec: malgré ses tentatives de diaboliser l'alliance de gauche, réduite à la seule personnalité présentée comme repoussoir de Jean-Luc Mélenchon, c'est bien le RN qui a essuyé l'efficacité du cordon sanitaire. Les très nombreux désistements ont produit l'effet attendu: sur près de 311 triangulaires prévues le soir du premier tour, plus de 210 candidats se sont retirés pour éviter l'élection d'un candidat RN, et les électeurs ont suivi. Selon les premières estimations Ipsos, près de 72 % des sympathisants de gauche ont glissé un bulletin Ensemble dans l'urne face à un RN ; et près de 54 % d'électeurs macronistes ont voté pour un candidat socialiste, écologiste ou communiste (43 % pour un insoumis). Le front républicain fonctionne encore.

Lumière crue. Il faut dire que la campagne du RN a été scandée par une longue litanie de déclarations racistes, antisémites, complotistes ou homophobes, exhumées ou prononcées récemment par les candidats lepénistes. Investis à la diable alors que Jordan Bardella vantait depuis près de deux ans la préparation de son «plan Matignon», ces champions frontistes ont jeté une lumière crue sur le manque de professionnalisme du «premier parti de France», et sur la réalité de sa nature radicale, parfois antisémite, souvent raciste et toujours xénophobe. Manifestement tétanisés par la possibilité de se retrouver aux affaires, Marine Le Pen et Jordan Bardella ont subi les polémiques sur le flou de leur programme ou leurs multiples revirements et n'ont pas su rassurer sur leur volonté de discriminer les binationaux – bien mal aidés, en cela, par les déclarations de leurs propres cadres, comme ce député RN sortant de l'Yonne qui a jugé que les *«Maghrébins […] n'ont pas leur place dans les hauts lieux»*.

Le ralliement quasi solitaire d'Eric Ciotti, président de Les Républicains (LR), n'a pas plus produit la dynamique escomptée. Avec entre 12 et 16 sièges pour ses fidèles, le député des Alpes-Maritimes, réélu dimanche, pourrait même avoir du mal à rassembler les 15 parlementaires nécessaires à la formation d'un groupe. Passé à l'extrême droite presque sans armes ni bagages, en dehors d'une députée de son département et du président des Jeunes LR, Guilhem Carayon, qui n'a même pas été élu, le Niçois avait eu toutes les peines du monde à aligner la grosse soixantaine de candidats correspondant aux circonscriptions négociées. Et a même dû piocher dans le vivier traditionnel de l'extrême droite, attirant certains proches de Marion Maréchal et réussissant l'exploit de recycler l'un des rejetons de la très radicale famille Gannat, liée par le passé au FN, dont les publications racistes et antisémites ont contraint Ciotti à le désavouer après son investiture. Avec une trentaine de députés prévus, ses anciens compagnons de LR, eux, font plus que survivre.

NICOLAS MASSOL

Renaissance fond mais reste devant le RN

Arrivé troisième au premier tour, le camp présidentiel a mieux résisté dimanche. Ses appels au barrage républicain ont été entendus par les électeurs.

Gabriel Attal à Matignon, dimanche. PHOTO ALBERT FACELLY

Vingt-sept ans après Jacques Chirac, Emmanuel Macron apprend à son tour qu'une dissolution pour convenance personnelle est vouée à l'échec. Convoquées au prétexte d'une percée record de l'extrême droite aux élections européennes, alors que le gouvernement Attal naviguait tant bien que mal dans une Assemblée nationale en majorité relative, les législatives anticipées se soldent par une nouvelle saignée pour le camp présidentiel. De 350 députés en 2017, puis 245 en 2022, l'ex-majorité ne devrait sauver que 152 à 163 sièges, selon l'estimation Ipsos à 21 h 30 pour France Télévisions.

«Prudence». Une érosion pourtant loin de l'effondrement redouté après sept années de pouvoir. Le socle électoral du bloc centriste lui assure une place incontournable dans la future Assemblée, cette fois-ci dans un rôle de supplétif. Si elles évitent la catastrophe de donner les clés du pouvoir au Rassemblement national de Jordan Bardella, les troupes d'Emmanuel Macron sont reléguées en deuxième force, derrière le Nouveau Front populaire (NFP) mais devant l'extrême droite. Attal a annoncé qu'il présenterait ce lundi matin la démission de son gouvernement, se disant prêt à assumer ses fonctions *«aussi longtemps que le devoir l'exigera»*.

De retour du Touquet (Pas-de-Calais), où il a passé le week-end et voté, le Président, a réuni les dirigeants de son camp dimanche à 18 h 30. Passé une certaine satisfaction – *«Nos idées continuent d'être là»*, a souligné Emmanuel Macron –, l'Elysée semblait décidé à laisser du temps au temps. L'entourage du chef de l'Etat a appelé à *«la prudence»* dans l'analyse des résultats: *«La question est qui pour gouverner désormais et atteindre la majorité.»*

Les premières réactions dissonantes de Jean-Luc Mélenchon, Olivier Faure et Raphaël Glucksmann ont été scrutées avec gourmandise en haut lieu. *«Mélenchon et Faure disent tous les deux que c'est à eux d'être à la manœuvre»*, se réjouit un stratège de la campagne.

Matignon hors de portée, les macronistes peuvent encore espérer s'accrocher au gouvernement au gré d'un accord avec une partie de la gauche. Le président d'Horizons et ex-Premier ministre, Edouard Philippe, a proposé *«un accord afin de garantir la stabilité politique du pays à court terme»*, *«ni avec le RN ni avec LFI»*, dont le but ne serait pas d'être *«durable»* mais, *«au mieux, de gérer le pays»*. Attal a exclu l'hypothèse de s'allier *«avec ceux avec qui nous ne partageons rien»*.

Est-il possible d'enfoncer un coin dans l'union de la gauche et de détacher les socialistes, les écologistes et les communistes de LFI pour former une coalition avec le bloc central? *«Ils sont soumis. Ils ne bougeront jamais»*, répondait un ministre de l'aile droite dimanche soir. Les avis divergent au sein de l'ex-majorité. Un proche de Gabriel Attal insiste sur le fait que la gauche reste à une centaine de voix de la majorité absolue: *«On va assister à plusieurs jours de déchirements avant qu'ils ne reviennent à la raison. Ils vont revenir à la réalité mathématique.»* L'appel de Glucksmann sur France 2 à se *«comporter en adultes»* dans une Assemblée *«sans Robespierre ni Jupiter»* pouvait nourrir quelques espoirs à l'Elysée.

«Tué». A quel point le Président, qui pourrait s'exprimer avant son départ mercredi pour un sommet de l'Otan aux Etats-Unis, a-t-il encore la main? La dissolution l'a marginalisé dans sa propre famille politique. Pendant la campagne, Edouard Philippe lui a reproché d'avoir *«tué»* la majorité présidentielle. Le chef du gouvernement, Gabriel Attal, s'est émancipé en prenant la tête d'une campagne qu'il n'a pas voulue et a semblé dicter la stratégie à l'Elysée, tant sur les désistements au profit de la gauche que sur l'abandon de la réforme de l'assurance chômage. C'est davantage au Premier ministre et non à Macron que les députés survivants de Renaissance auront le sentiment de devoir leur réélection. Quant au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, comme Philippe et l'aile droite de l'exécutif, il est resté dans l'entre-deux-tours sur une ligne «ni RN ni LFI» en opposition au barrage intégral promu par Matignon.

Les vassaux d'hier pourraient s'émanciper dès cette semaine à l'Assemblée. Darmanin et l'aile droite de Renaissance décideront-ils de faire groupe commun avec Edouard Philippe? Après avoir eu la peau des partis traditionnels en 2017, voilà le macronisme à son tour menacé de disparition par un retour en force du clivage gauche-droite.

JEAN-BAPTISTE DAOULAS

Malgré la scission, **LR** tire son épingle du jeu

Avec des sortants pour la plupart réélus, la droite a bénéficié des désistements de la gauche et de Renaissance.

Larcher, Wauquiez et Annie Genevard le 12 juin, à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

«*Une petite quarantaine, ça serait déjà pas mal…*» Empilant les déconfitures ces dernières années, la droite a appris à avoir l'ambition modeste, à l'image de ce dirigeant LR sondé dans l'entre-deux tours des législatives. Chez Les Républicains, personne n'avait prévu de champagne pour le second tour. La droite a pourtant de quoi souffler, avec une *«presque performance»*, dixit Jean-François Copé sur le plateau de France 2.

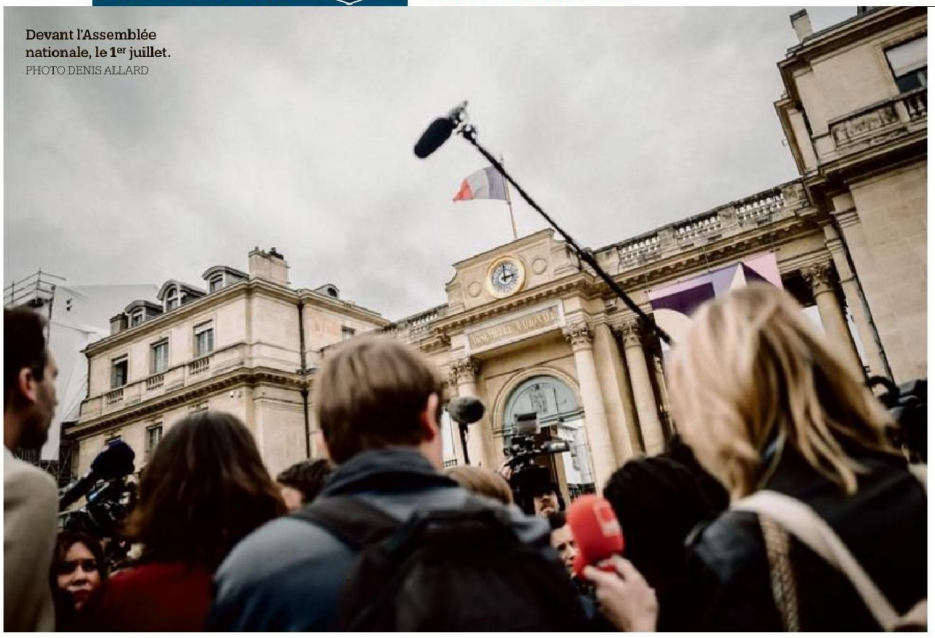
Selon les estimations Ipsos à 21 h 30, LR obtiendrait entre 63 et 68 sièges à l'Assemblée nationale. Soit quelques sièges de plus, comparé aux 61 sortants – 59 si l'on retire Eric Ciotti, le patron contesté du parti ayant scellé une alliance avec le Rassemblement national, et Christelle d'Intorni, seule députée sortante l'ayant suivi.

Opposés à des candidats RN dans l'écrasante majorité des cas, les candidats LR élus savent ce qu'ils doivent aux désistements de candidats du Nouveau Front populaire et de la majorité, et aux reports de voix d'électeurs de gauche acquis au front républicain. En Eure-et-Loir, malgré ses 13 points de retard au premier tour, Olivier Marleix, ancien chef des députés LR, sauve ainsi son siège. Candidat dans son fief de la Haute-Loire, Laurent Wauquiez est également élu avec plus de 60 % des voix. Dans l'Aisne, Julien Dive se sauve de 520 voix face à Philippe Torre, candidat RN et avocat… d'Eric Ciotti. Aurélien Pradié est lui aussi réélu dans le Lot. Le parti essuie aussi quelques pertes symboliques, comme en Corrèze, où François Hollande bat le sortant Francis Dubois. Ou dans le Pas-de-Calais, où Pierre-Henri Dumont est battu par le RN.

Parti sous la bannière mariniste, Ciotti, lui, sauve son siège à Nice. Mais son flirt avec l'extrême droite vire à la douche froide pour certains de ses fidèles, à l'image du patron des Jeunes LR, Guilhem Carayon, défait dans le Tarn. Pour Ciotti, l'enjeu sera de savoir s'il dispose d'au moins 15 députés, seuil minimal pour constituer un groupe au Palais-Bourbon. Pour les républicains non alignés sur lui, la sortie du pot-au-noir est encore lointaine. Toujours étourdies par l'alliance scellée par le patron du parti avec le RN, les troupes LR feront l'objet, dans la nouvelle législature, de convoitises accrues.

Se cramponneront-elles à leur ligne *«d'indépendance»* arrêtée en 2022, confortées dans l'idée que le macronisme est entré dans sa pente déclinante? Ou se rapprocheront elles d'anciens LR, comme Edouard Philippe ou Gérald Darmanin, qui réfléchissent tous deux à structurer une aile droite parlementaire en vue de 2027? Depuis la Haute-Loire, Wauquiez a fixé la ligne: *«Pour nous, il n'y aura ni coalition ni compromission.»*

VICTOR BOITEAU



Devant l'Assemblée nationale, le 1er juillet.
PHOTO DENIS ALLARD

«Macron devrait désigner une personnalité issue des rangs du Nouveau Front populaire»

Pour le constitutionnaliste Dominique Rousseau, la division en trois blocs n'est pas forcément synonyme de blocage : un gouvernement de coalition minoritaire peut tenir dès lors que les oppositions ne s'entendent pas pour le renverser.

Surprise, le bloc de gauche est finalement arrivé en tête du second tour des législatives, devant la coalition Ensemble de l'ancienne majorité présidentielle, repoussant le Rassemblement national en troisième position. Le constitutionnaliste Dominique Rousseau réagit à chaud pour *Libération* à la nouvelle donne politique sortie des urnes.

DR

INTERVIEW

Par rapport aux dissolutions précédentes, dans quelle mesure celle-ci est-elle un pari perdu pour le Président ?

Macron rate sa dissolution. C'est un pari perdu qui ressemble à celui de Jacques Chirac en 1997. Il avait dissous l'Assemblée nationale en demandant aux Français de lui envoyer une majorité, et, eux, lui avaient envoyé une majorité de gauche, avec Lionel Jospin Premier ministre. Macron espérait sans doute avoir provoqué un électrochoc en sa faveur face à l'extrême droite.

Le président de la République est-il tenu de nommer un Premier ministre issu du Nouveau Front populaire ?

Non, car il n'y a pas de majorité absolue. La logique voudrait qu'il propose au groupe parlementaire arrivé en tête de constituer un gouvernement. Jordan Bardella avait déjà fait savoir qu'il refuserait s'il n'avait pas la majorité absolue. Emmanuel Macron devrait donc désigner une personnalité issue des rangs du Nouveau Front populaire. Elle aura la charge de former une coalition si possible majoritaire qui pourrait regrouper, en plus des députés du NFP, des députés de l'aile gauche d'Ensemble, l'ancienne majorité, et qui pourrait constituer un gouvernement. Un gouvernement de coalition minoritaire peut tenir dès lors que les oppositions ne s'entendent pas pour renverser le gouvernement. C'est ce qui s'est passé avec Elisabeth Borne et Gabriel Attal : les oppositions ne se sont pas entendues, et cela s'est joué à quatre voix sur les retraites.

Quel type de coalition peut émerger et autour de qui ? Gabriel Attal peut-il rester ?

Le Premier ministre va expédier les affaires courantes. Le Parlement se réunira de plein droit le 18 juillet *(lire ci-dessous)*. Jusque-là, les responsables des groupes parlementaires peuvent tenter d'établir une coalition suffisamment solide pour avoir l'assurance qu'elle ne soit pas renversée.

Dans le cas contraire, la France peut-elle se retrouver bloquée jusqu'à une possible prochaine dissolution en mai 2025 ?

Si tous les Premiers ministres présentés par Macron sont renversés par l'Assemblée, il y aura une crise de régime qui pourrait déboucher soit sur la construction d'un gouvernement de techniciens à l'italienne – mais là encore, il faudrait que le Parlement l'accepte – soit sur la démission du président de la République. Cela pourrait ressembler à 1924, quand Alexandre Millerand, face à l'impossibilité de former un gouvernement, avait démissionné. Pile cent ans plus tard.

Face à ce morcellement en trois blocs, faudrait-il réviser la Constitution et comment ?

En l'état, c'est très difficile, car il faut l'accord du Sénat et de l'Assemblée. En l'état des rapports de force parlementaires, il n'y aurait pas d'accord. Nos institutions sont solides parce que souples. Notre Constitution a permis toutes les configurations possibles : des alternances, grandes et petites, un président de gauche, une majorité de droite et inversement… Elle a subi toutes les épreuves et elle est toujours là.

Dans les institutions européennes et d'autres pays européens, dégager des coalitions sur chaque dossier est une pratique courante. Pourquoi ne pourrions-nous pas répliquer cela en France ?

Un gouvernement minoritaire peut fonctionner tant qu'il n'est pas renversé par l'Assemblée. Le point le plus important à retenir est que ce n'est pas au gouvernement de faire la preuve qu'il a la confiance de l'Assemblée, mais à l'Assemblée de faire la preuve qu'elle ne fait pas confiance au gouvernement. Cela pose la question de la stratégie des acteurs politiques : RN et LFI vont-ils s'associer pour refuser les gouvernements de coalition et provoquer une nouvelle élection présidentielle ? Les prochaines semaines le diront.

Recueilli par
ADRIEN NASELLI

Quel calendrier pour les députés ?

Constitution des groupes parlementaires, élection du président de l'Assemblée… Les semaines à venir seront mouvementées pour les parlementaires.

Après la campagne, le maelström de l'Assemblée nationale. L'accès au Palais-Bourbon sera ouvert aux députés ce lundi, à partir de 14 heures. Outre les formalités administratives auxquels les néophytes ne pourront pas échapper, s'ouvriront au sein de chaque camp politique d'intenses discussions quant aux futurs contours de la prochaine Assemblée nationale.

La XVIIe législature s'ouvrira officiellement le 18 juillet. Un bureau d'âge, comprenant le doyen des députés, assisté des six plus jeunes élus, présidera la première séance publique. Ce bureau procédera à l'élection du président de l'Assemblée.

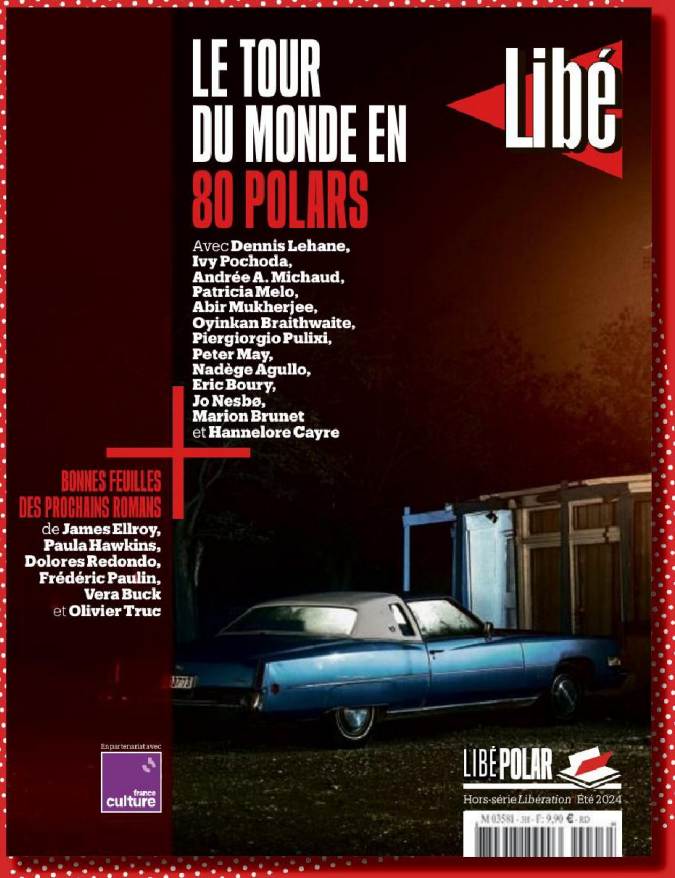
Le 19 juillet, la composition des groupes parlementaires sera publiée officiellement. On saura alors, après plusieurs jours de tractations au sein des différents camps, comment se répartiront les députés dans l'hémicycle. Le même jour, les postes du bureau de l'Assemblée, les vice-présidents, les questeurs et les secrétaires seront également répartis.

Le 20 juillet, les regards seront tournés vers l'élection des présidents de commission. Le règlement de l'Assemblée prévoit que le poste de la commission des finances échoit à un groupe d'opposition, mais pas forcément au plus important. Les titulaires des sept autres commissions permanentes (affaires culturelles, économiques, étrangères, sociales, défense nationale, développement durable et lois) seront aussi élus. Les noms des membres des commissions auront été publiés au *Journal officiel* le matin même. Les sièges en commission sont répartis proportionnellement aux effectifs de chaque groupe. Les présidents de commission, eux, s'assurent de la recevabilité financière des amendements et pilotent les débats lors de l'examen des textes. Une première conférence des présidents doit se tenir ce jour-là pour discuter du calendrier parlementaire. Comme le prévoit la Constitution, l'Assemblée siégera ensuite pendant quinze jours, soit jusqu'au 2 août. Cette session pourra être prolongée par une session extraordinaire, à la demande du Premier ministre, sur décret du président de la République ou de la majorité des députés.

VICTOR BOITEAU

Libération

HORS-SÉRIE POLAR



ACTUELLEMENT EN KIOSQUE

François Ruffin en campagne à Amiens avant le premier tour des élections législatives, le 27 juin. PHOTO ALBERT FACELLY

SOMME FRANÇOIS RUFFIN ÉLU SUR LE FIL

Le retard était conséquent. Et en une semaine François Ruffin a réussi à le surmonter. Avec 52,96 %, et plus de 3 000 voix d'avance, il conserve son siège dans la 1re circonscription de la Somme dimanche. Pourtant largement en tête au premier tour, la candidate Rassemblement national, Nathalie Ribeiro-Billet, qui recueille 47,04 % des voix, a été pénalisée par les reports de voix de la candidate Renaissance, arrivée troisième. François Ruffin avait lancé l'initiative du Nouveau Front populaire dès l'annonce de la dissolution le 9 juin et a même voulu en incarner le *«capitanat»*. Mais il a commencé sa campagne en réagissant vivement contre la décision de La France insoumise de ne pas réinvestir plusieurs députés sortants proches de lui, notamment Alexis Corbière, Raquel Garrido ou encore Danielle Simonnet. *«Ce n'est qu'une mauvaise farce. Qui ne coûtera qu'à leurs auteurs»*, dit-il le 15 juin. Réplique de Jean-Luc Mélenchon sur LCI le 26 juin : François Ruffin ne fait plus partie de La France insoumise, *«il en est parti tout seul»*. Et jeudi 4 juillet, Ruffin confirme d'ailleurs être *«parti de LFI»*. Le fondateur du journal *Fakir* s'est également concentré sur sa «circo», en menant campagne pour s'assurer un nouveau mandat.

Mais François Ruffin s'est également retrouvé en difficulté sur ses terres. Aux européennes, la liste de Jordan Bardella a atteint 44 % dans sa circonscription, laissant la gauche à la peine à 26 %. Au premier tour, avec 33,9% des voix, il est arrivé deuxième, sept points derrière la Rassemblement national Nathalie Ribeiro-Billet. L'espoir subsistait, notamment grâce au désistement sans circonvolution, dès dimanche soir, d'Albane Branlant, la candidate Renaissance. En 2022, François Ruffin l'avait pourtant emporté avec 61 % des voix. Après sa victoire, il va pouvoir se reconstruire en dehors de La France insoumise et explorer le champ des possibles pour l'élection présidentielle de 2027.

MATHIS HARDOUIN

CORRÈZE FRANÇOIS HOLLANDE, LE PARLEMENT C'EST MAINTENANT

AFP

Douze ans plus tard, François Hollande va retrouver l'Assemblée nationale. L'ancien président, candidat pour le Nouveau Front populaire, a remporté dimanche le second tour de l'élection législative dans la 1re circonscription de Corrèze. Avec 43,10 % des suffrages, il devance nettement la candidate du Rassemblement national Maïtey Pouget (31,69%) et le député sortant Les Républicains, Francis Dubois (25,21%). Après Valéry Giscard d'Estaing, l'ex-maire de Tulle est donc le deuxième ancien chef de l'Etat de la Ve République à redevenir député après son mandat présidentiel. Durant sa carrière, le sexagénaire a déjà siégé au Palais-Bourbon pendant presque vingt ans (de 1988 à 1993, puis de 1997 à 2012). Déjà arrivé en tête du premier tour avec 37,63% des voix le 30 juin, l'ex-Premier secrétaire du PS a profité de la triangulaire. Un désistement du candidat LR poussant ses électeurs vers le Rassemblement national aurait pu être fatal pour François Hollande. Mais le sortant Francis Dubois a refusé d'envisager tout retrait, misant sur un sursaut du peuple de droite pour l'emporter. *«Voter Pouget, c'est faire élire François Hollande»*, grinçait-il. Pour le socialiste, la victoire n'avait rien d'acquis. Non seulement parce que le redécoupage des circonscriptions en 2012 a fusionné son ancienne terre d'élection avec celle de Chirac, plutôt favorable à la droite. Mais aussi parce que l'extrême droite, encore marginale il y a peu en Corrèze, s'est implantée petit à petit. Aux européennes, le 9 juin, le RN a été plébiscité dans la 1re circonscription du département, avec 31,64 % des voix.

SACHA NELKEN

NORD À TOURCOING, GÉRALD DARMANIN EN BOUCHE UN COIN

AFP

Le député Darmanin reviendra bien à l'Assemblée pour un quatrième mandat. Elu à Tourcoing sans discontinuer depuis 2012, d'abord sous l'étiquette UMP puis avec le soutien de la macronie, le toujours ministre de l'Intérieur, tenant de la dissolution, a réussi à conserver son siège après des semaines de labourage dans la 10e circonscription du Nord, obtenant 61,37 % des voix contre 38,63 % pour son adversaire, le candidat RN, Bastien Verbrugghe, au second tour dimanche.

La partie n'était pourtant pas gagnée d'avance pour Darmanin, certes en tête au premier tour, mais avec 36,03 % des voix contre 34,31 % pour le RN. A fortiori avec la perspective d'une triangulaire, la candidate NFP, Leslie Mortreux, investie par le parti Révolution écologique pour le vivant affilié à LFI, ayant réuni 24,82 % des voix au premier tour. Le risque d'élire un nouveau député RN était tel que cette dernière n'a pas barguigné avant de se désister, en dépit du statut d'épouvantail du patron de Beauvau aux yeux de la gauche. Réélu sans triomphe, que va devenir le ministre ? Il avait averti qu'il quitterait Beauvau en cas de cohabitation avec la gauche ou l'extrême droite. Aucune formation n'ayant obtenu de majorité absolue, les cartes sont-elles rebattues ? *«J'avais prévu de partir après les Jeux»*, rappelait-il à *Libération* en pleine campagne. Le gouvernement de bric et de broc qui s'annonce ne l'exclut pas.

LILIAN ALEMAGNA

PUY-DE-DÔME ANDRÉ CHASSAIGNE, FORT D'AMBERT

REUTERS

Soulagement pour André Chassaigne qui va pouvoir retrouver son siège à l'Assemblée nationale et entamer son sixième mandat de député (il avait été élu pour la première fois en 2002). Avec 55,27% des voix, le député communiste sortant l'a emporté dimanche lors du second tour des législatives devançant la candidate Rassemblement national, Brigitte Carletto, qui a obtenu 44,73 % des suffrages. Les résultats à l'issue du premier tour étaient très serrés, Chassaigne et Carletto n'étant séparés que par 542 voix (37,78 % contre 37,02 %). Cette circonscription, qui comprend notamment les villes de Thiers et Ambert, avait déjà connu la même affiche de second tour lors des législatives de 2022. André Chassaigne avait remporté le duel haut la main, avec 69,43 %.

Aucune consigne de vote claire n'avait été donnée durant l'entre-deux-tours par les candidats éliminés dimanche dernier. Si Véronique Bastet, candidate de la majorité présidentielle, martelait *«pas une seule voix ne doit aller au Rassemblement national, il est impératif pour la France de faire barrage au RN»*, elle n'appelait pas sans ambiguïté à voter pour André Chassaigne. Yves Courtheliac, LR, affirmait quant à lui ne donner *«aucune consigne de vote»* ; *«Les citoyens sont libres de s'exprimer en conscience.»* Malgré tout, André Chassaigne conserve la main sur ce territoire auvergnat.

ELÉNA RONEY

HAUTE-LOIRE **LAURENT WAUQUIEZ SAUVÉ PAR LA TECHNIQUE DU RETRAIT**

REUTERS

Vingt ans après sa première élection, Laurent Wauquiez va faire son retour à l'Assemblée nationale. Le patron de la région Auvergne-Rhône-Alpes – qui va devoir laisser les clés de la collectivité à un fidèle – a été élu dans la 1re circonscription de la Haute-Loire au second tour avec 61,61 % des suffrages. Il était arrivé en tête du premier tour, mais de peu, distançant son adversaire du Rassemblement national, Alexandre Heuzey, de seulement 1 922 voix. La candidate du Nouveau Front populaire, Celline Gacon, arrivée en troisième position (18,6 %) au premier tour, s'était désistée. Sans appeler à voter pour le candidat LR: *«Monsieur Wauquiez s'est permis dimanche soir d'annoncer un duel, sans m'avoir consultée. Sa position n'est pas brillante à moins de 40 % et seulement 2 points du représentant parachuté du Rassemblement national»*, chargeait l'écologiste le soir du premier tour. Avant de lâcher : *«Jamais je n'appellerai à voter pour Laurent Wauquiez.»*

Sorti de sa stratégie d'ascèse médiatique, mal perçue par les troupes LR, l'ancien maire du Puy-en-Velay a vu dans la dissolution une opportunité d'être élu et d'user du Palais-Bourbon comme vitrine pour son chemin élyséen. Dans son fief, il a toutefois opté pour une campagne ultralocale, loin des radars médiatiques nationaux. *«Terrain, notoriété et popularité»*, résumait un de ses conseillers pendant la campagne. Un échec face à un candidat RN, inconnu dans la circonscription, aurait sérieusement contrarié ses plans de carrière. Dans un entretien à *l'Obs* publié en novembre 2022, il affichait ainsi ses ambitions : *«Je vais vous dire les choses très clairement et comme je les pense : en 2027, soit ce sera moi, soit ce sera Marine Le Pen.»*

VICTOR BOITEAU

NOUVELLE-CALÉDONIE **EMMANUEL TJIBAOU, KANAK AU TAQUET**

AFP

Avec Emmanuel Tjibaou, la Nouvelle-Calédonie envoie un indépendantiste à l'Assemblée, une première depuis 1986. Le fils de l'emblématique leader kanak Jean-Marie Tjibaou, signataire des accords de Matignon et assassiné en 1989, a remporté dimanche le second tour de l'élection législative dans la 2e circonscription de la collectivité ultramarine avec 57,44 % des voix, soit plus de 13 000 voix d'avance sur son concurrent Alcide Ponga, un non-indépendantiste LR. Il était déjà arrivé en tête au premier tour, avec 44,06 % des voix. Au Palais-Bourbon, Tjibaou devrait siéger avec un des groupes du NFP. Novice en politique, le nouvel élu ne l'est pas dans le domaine de la culture puisqu'il a été directeur de l'Agence de développement de la culture kanak. Depuis 2022, il est directeur de la culture de la province Nord.

Emmanuel Tjibaou a dû attendre l'entre-deux-tours pour obtenir l'adoubement du Front de libération nationale kanak et socialiste, l'alliance des partis indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, divisée sur la stratégie électorale. Son élection est d'autant plus remarquable que la tâche des indépendantistes dans cette circonscription avait été compliquée par un redécoupage électoral opéré en 1986 par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Jusque-là, un seul indépendantiste avait siégé à l'Assemblée en la personne de Rock Pidjot, de 1964 à 1986. *«Ce n'est jamais agréable de prendre les responsabilités dans ces périodes-là*, affirmait-il à l'AFP la semaine précédant l'élection. *Mais le pays a traversé des périodes autrement plus sombres et à chaque fois, on s'est relevés. C'est un message d'espoir.»*

FRANTZ DURUPT

DOUBS **ANNIE GENEVARD MET L'EXTRÊME DROITE AU TAPIS**

REUTERS

Devançant d'une courte tête l'extrême droite au premier tour, Annie Genevard s'en sort dans son fief du Doubs. Avec 62,69 % au second tour, la patronne par intérim des Républicains (LR) va retrouver son siège au Palais-Bourbon. Elue depuis 2012, la députée sortante avait recueilli 35,20 % au premier tour, titillée par la candidate du RN, Floriane Jeandenand. Invisible lors du début de campagne, mais récoltant 33,73 % au premier tour, la prétendante frontiste à un siège de députée est sortie de sa réserve au second tour. Sans succès. Annie Genevard l'avait distancée de seulement 851 voix au premier tour.

Dans cette campagne éclair, Genevard a mené de concert sa campagne locale et les bisbilles internes au parti. Ancienne proche de François Fillon, tenante d'une ligne conservatrice, elle a refusé l'alliance avec le RN. C'est elle qui a pris la parole à la sortie du bureau politique du parti, mardi 12 juin, fustigeant les *«négociations secrètes»* d'Eric Ciotti, *«sans concertation avec notre famille politique et ses militants»* et annonçant son éviction du parti. Avec François-Xavier Bellamy, elle occupe la présidence du mouvement par intérim. Figure de sagesse chez LR, l'ancienne maire de Morteau a affronté la forte poussée de l'extrême droite dans sa circonscription. Dans ce bastion historique de la droite, du RPR chiraquien à l'UMP, Genevard a vu le Rassemblement national engranger des voix à chaque scrutin. En 2022, elle était arrivée largement en tête du premier tour, avec 42,1 % des voix, devant le candidat Horizons Philippe Alpy (19,5 %) – avant d'écraser son concurrent au second tour, à plus de 72 % des voix.

V.Bo.

DOUBS **DOMINIQUE VOYNET, BISONTINE FUTÉE**

Un retour en politique victorieux. Dominique Voynet, candidate du Nouveau Front populaire, reprend sa place de députée dans ses terres bisontines. L'ancienne ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement dans le gouvernement de Lionel Jospin de 1997 à 2001 s'est hissée en tête du second tour des élections législatives dans la 2e circonscription du Doubs, avec 59,95 % des voix.

Au premier tour, la candidate écologiste était déjà arrivée en première position avec une petite marge, à 34,16 % des voix, devançant le Rassemblement national, Eric Fusis, de quatre points. Benoît Vuillemin, candidat Renaissance arrivé troisième avec 26,79 % des voix, avait finalement fait le choix de se désister *«face au risque d'avoir une majorité absolue de députés d'extrême droite à l'Assemblée nationale»*. Il avait notamment fustigé l'attitude du parti Les Républicains, qui n'avait pas appelé à voter pour lui en cas de maintien. *«Cette décision était difficile à prendre […], son geste témoigne de son sens des responsabilités et symbolise la gravité de la situation»*, avait alors estimé l'ancienne ministre.

Médecin anesthésiste du Jura devenue une figure écolo en combattant le «ni-ni» et en ancrant les Verts à gauche, première ministre écologiste de Lionel Jospin en 1997 slalomant, à 38 ans, entre les couleuvres, Dominique Voynet était sortie politiquement fatiguée de son mandat de maire à Montreuil en 2014, après sa candidature inaudible à la présidentielle de 2007. L'ancienne directrice de l'Agence régionale de santé de Mayotte (de 2020 à 2021) – par ailleurs contestée pour son soutien à Denis Baupin, mis en cause pour violences sexuelles en 2016 – avait effectué son retour en politique le 13 juin, lorsqu'elle était annoncée comme candidate aux élections législatives dans la 2e circonscription du Doubs, sous la bannière du Nouveau Front populaire.

En 2013, elle déclarait à *Libération* : *«Je ne me retrouve plus dans une vie politique dans laquelle les élus qui refusent le cumul des mandats sont traités par les citoyens avec autant de suspicion et de distance que ceux qui cumulent ; dans laquelle il n'y a pas de valeur ajoutée pour les élus qui refusent la corruption, le clientélisme, le communautarisme et le "câlinage" des intérêts particuliers dans le sens du poil.»* La voilà réconciliée avec la chose politique.

COPPÉLIA PICCOLO

La candidate écologiste Dominique Voynet, à Rungis (Val-de-Marne) en décembre 2022. PHOTO ALAIN GUILHOT. DIVERGENCE

CALVADOS **POUR ÉLISABETH BORNE, LA RETRAITE ATTENDRA**

Figure de la macronie et de la très rejetée réforme des retraites, Elisabeth Borne a malgré tout réussi à conserver son siège. Avec 56,36 % des voix contre 43,64 %, elle bat son adversaire d'extrême droite, Nicolas Calbrix, dont *Libération* avait révélé la propension du suppléant à faire des listes de binationaux et d'*«israélites»* sur ses réseaux sociaux. Elle qui n'avait eu le temps de siéger que quelques mois entre son départ de Matignon et la dissolution décidée par Emmanuel Macron retrouvera donc l'Assemblée, avec l'intention de peser de son autorité d'ancienne Première ministre sur ce qu'il reste du camp présidentiel. Etrange second tour pour Elisabeth Borne qui savait que son destin était dans les mains de ceux qui avaient le plus combattu sa réforme des retraites. Dans cette 6e circonscription du Calvados, une terre qui lui était normalement plutôt favorable, l'ancienne locataire de Matignon s'était pour la première fois frottée au suffrage électoral en 2022, quelques semaines après être devenue Première ministre. Pour un résultat plus serré que prévu puisqu'elle n'avait obtenu que 52,5 % face à son jeune adversaire, le militant de LFI Noé Gauchard.

Cette fois, son adversaire réinvesti par le Nouveau Front populaire avait préféré se désister avant le second tour face au danger d'extrême droite. Dans cette large circonscription partagée entre le bocage normand et les quartiers populaires de la périphérie sud de Caen, Noé Gauchard (23,16 %) avait en effet été distancé le 30 juin par Elisabeth Borne (28,93 %) mais surtout par le candidat du RN, Nicolas Calbrix (36,26 %).

Une situation qui avait contraint les responsables du Nouveau Front populaire à apporter *mezza voce*, après le retrait de leur candidat, leur soutien à celle qui incarne à elle seule une réforme des retraites contestée dans la rue pendant six mois avant d'être imposée au forceps grâce à l'article 49.3. *«J'assume que nous allons sauver Mme Borne»*, avait convenu Olivier Faure sur BFM TV, reconnaissant que *«beaucoup»* lui reprocheraient cette décision tant la figure de l'ex-Premier ministre était devenue un épouvantail pour les électeurs de gauche. Un soutien contraint qui s'est avéré payant.

MICHEL BECQUEMBOIS

Elisabeth Borne à Paris, le 23 novembre. PHOTO ALBERT FACELLY

EURE-ET-LOIR **GRÂCE AU FRONT RÉPUBLICAIN, OLIVIER MARLEIX ÉLU DÉPUTÉ DE L'ANET**

AFP

Un survivant. Sonné par le score de son adversaire RN au premier tour – 38,3 % –, Olivier Marleix a sauvé son siège dans la 2e circonscription de l'Eure-et-Loir (Centre-Val de Loire). L'ex-chef des députés LR a rattrapé ses 5 889 voix de retard du premier tour et coiffé Olivier Dubois, le prétendant RN (42,74 %), avec 57,26 % au second tour.

Chez Les Républicains, peu d'élus pensaient la remontée réalisable, dans ce territoire où le RN a particulièrement le vent en poupe. *«Marleix, c'est mal barré»*, lâchait, fataliste, un cadre LR dans l'entre-deux tours. Et pourtant… L'ancien maire d'Anet a pu compter sur sa notoriété locale mais surtout sur les voix de la gauche et des macronistes. A l'issue du premier tour, la candidate du Nouveau Front populaire, Nadia Faveris, s'est désistée et a appelé à faire barrage à l'extrême droite. Tout comme le candidat de la majorité présidentielle, Florent Mazy. Figure d'une droite raide, Marleix s'est bien gardé de cogner sur la gauche durant cette semaine de campagne. Il n'avait pas non plus signé le communiqué des barons du parti, au soir du premier tour, appelant au «ni-ni» : ni le RN, ni le bloc de gauche.

Patron d'une PME francilienne, inconnu dans le département, le candidat d'extrême droite a, lui, surfé sur les bons scores de son camp dans le département. Aux européennes, la liste de Jordan Bardella y a recueilli près de 38 %, 10 points de plus qu'en 2019. Une poussée qui ne se concrétise pas dimanche, puisque le département n'envoie aucun élu Rassemblement national à l'Assemblée. En 2022, Marleix s'était déjà largement imposé au second tour (62,33 %) face à un candidat mariniste, Aleksandar Nikolic (37,67 %).

VICTOR BOITEAU

HAUTS-DE-SEINE **GABRIEL ATTAL SAUVE (AU MOINS) SA CIRCO**

REUTERS

S'il remettra sa démission de Premier ministre ce lundi (tout en affirmant qu'il assumera ses fonctions *«aussi longtemps que le devoir l'exigera»*), il peut au moins se réjouir de ne pas quitter les bancs de l'Assemblée. Gabriel Attal a été réélu dans son fief de la 10e circonscription des Hauts-de-Seine, pour laquelle il siège depuis 2017. Avec 60,33 % des suffrages obtenus au second tour, selon les premiers résultats, il devance largement la socialiste Cécile Soubelet, investie par le Nouveau Front populaire, qui récolte 39,67 % des voix dans cette circonscription historiquement de droite. Elu à deux reprises député, le trentenaire avait tutoyé les 60 % au second tour en 2017 et 2022. Gabriel Attal s'était aisément qualifié lors du premier tour du scrutin (43,85 %). Soutenu par les quatre maires de sa circonscription (Boulogne, Vanves, Issy-les-Moulineaux et Meudon), le chef du gouvernement avait négocié un «pacte de non-agression» avec le président LR du conseil départemental, Georges Siffredi. Mais l'accord local avait été contesté, au niveau national, par Les Républicains de François-Xavier Bellamy qui ont investi Clément Perrin (5,08 % des voix). La faction ciottiste de LR – qui a prêté allégeance au Rassemblement national – avait, elle, présenté un candidat, Sébastien Laye (13,21 %). S'il réussit à convaincre localement, le député n'a pas permis au camp présidentiel de sortir gagnant de ces élections législatives, malgré la multiplication des débats et autres apparitions médiatiques. Les macronistes deviennent, de peu, la deuxième force politique de l'Assemblée national, derrière le Nouveau Front populaire et devant le Rassemblement national. Dans une allocution, Gabriel Attal a annoncé sa démission, qu'il présentera à Emmanuel Macron lundi. Une défaite pour l'homme, et une de plus pour son camp.

SASCHA GARCIA

SEINE-SAINT-DENIS **ALEXIS CORBIÈRE, UNE VICTOIRE PRESQUE SANS PRESSION**

REUTERS

Dissidence gagnante pour Alexis Corbière, qui a annoncé sa victoire sur X (anciennement Twitter) puis sur BFM TV avec *«sans doute plus de 57 % des voix»* face à son adversaire Sabrina Ali Benali. Il n'avait pas la partie facile sur sa circonscription embrassant Bagnolet et Montreuil. Terre de gauche par excellence, elle lui était cette fois disputée par la candidate officielle de La France insoumise, qui avait refusé de se désister à l'issue du premier tour, malgré les similitudes des projets. Alexis Corbière était arrivé en tête avec 40 % des voix, contre 36 % à sa poursuivante. En 2022, Alexis Corbière avait été le député le mieux élu de France, dès le premier tour des législatives, en rassemblant 62,94 % des suffrages exprimés. Mais ce compagnon de longue route de Jean-Luc Mélenchon, qui avait été éloigné de la direction de La France insoumise en 2022, a découvert le 14 juin qu'il n'était cette fois-ci pas investi par son parti dans le cadre de l'alliance électorale du Nouveau Front populaire. Le même traitement était appliqué à sa compagne Raquel Garrido, à la Parisienne Danielle Simonnet et au Marseillais Hendrik Davi, tous critiques du fonctionnement interne de La France insoumise. Tous ont dénoncé une *«purge»* et maintenu leur candidature. Dimanche soir, le député a estimé que *«ce que disent les électeurs avec moi, c'est que le Nouveau Front populaire devra être démocratique»*.

ANTOINE RONDEL

Boris Vallaud à l'Assemblée, le 19 octobre 2022. PHOTO ALBERT FACELLY

LANDES BORIS VALLAUD RÉSISTE À LA VAGUE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Le duel était risqué, mais c'est gagné. Boris Vallaud sauve son siège de député dans la 3e circonscription des Landes, avec 56,65 % des voix, contre la candidate du Rassemblement national, Sylvie Franceschini, 43,35 % des voix. Elu député depuis 2017 dans ce coin du Sud-Ouest qui fut le fief du ministre de François Mitterrand Henri Emmanuelli, le chef de file du groupe socialiste à l'Assemblée nationale affrontait pour la première fois le Rassemblement national au second tour, après avoir obtenu 37,10 % au premier, un petit point à peine devant l'extrême droite à 35,59 %. Le candidat macroniste, Tom Gillet Duffrechou, a été d'emblée balayé par la vague du parti de Marine Le Pen, inédite dans ce coin de France, avec seulement 16 % des voix. Mais dans ces terres acquises à la social-démocratie, le front républicain a fonctionné, offrant le report des voix du camp présidentiel à Vallaud. L'élection se présentait pourtant de façon périlleuse pour les candidats de gauche dans les territoires ruraux et périurbains, alors que le patron du Parti communiste français, Fabien Roussel, a été sanctionné par le Rassemblement national dans sa circonscription du Nord, perdue dès le premier tour. Déjà en 2022, Boris Vallaud avait été effrayé par la façon dont la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), qui promettait l'accession de Jean-Luc Mélenchon à Matignon, pouvait être perçue dans des campagnes célébrant la chasse, la corrida et le foie gras. Fuyant les caméras, l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous Hollande avait filé dans un train labourer sa circonscription sitôt l'accord de coalition noué à Paris entre les partenaires de gauche. Cette fois-ci aussi, Boris Vallaud est reparti dans les Landes sans demander son reste pour arpenter les fêtes de village et les barbecues pendant les quatre semaines d'une offensive express. Avec succès.

LUCIE ALEXANDRE

AUDE PHILIPPE POUTOU AURA TENTÉ LE TOUT POUR LE TOUT

AFP

Fin de parcours pour Philippe Poutou : le candidat parachuté du Nouveau Front populaire dans la 1re circonscription de l'Aude est battu par le député sortant du RN, Christophe Barthès. Il n'a recueilli que 38,56 % des voix, contre 61,44 % dimanche, lors du second tour des législatives. Aux résultats du premier tour, Philippe Poutou avait fait vivre un ascenseur émotionnel aux électeurs de gauche, après avoir été, dans un premier temps, annoncé éliminé, puis qualifié de justesse pour le second tour avec 18,7 % des voix. Le candidat n'aura pas réitéré son exploit. Le report des voix de son adversaire divers gauche Aurélien Turchetto n'a pas été suffisant pour resserrer l'écart. Ni la vidéo de soutien tournée dans l'entre-deux-tours par le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. A l'issue du premier tour, le candidat RN avait recueilli 49,33 % des voix, passant à un cheveu d'être élu dès le 30 juin. Un temps bastion du PS, la première circonscription de l'Aude confirme donc sa tentation pour l'extrême droite exprimée en 2022 : Christophe Barthès va enchaîner un deuxième mandat dans la circonscription. Triple candidat à la présidentielle, Philippe Poutou bénéficie d'un capital sympathie auprès d'une partie des électeurs de gauche, ce qui lui a notamment permis d'entrer au conseil municipal de Bordeaux en 2020. L'habitué des petits scores a réalisé une campagne éclair dans l'Aude, toutefois violemment critiquée par l'extrême droite audoise. En ligne de mire : son souhait de désarmer les forces de l'ordre, alors qu'il était candidat dans une circonscription marquée par l'attentat de Trèbes, en 2018, au cours duquel l'officier de gendarmerie Arnaud Beltrame avait trouvé la mort.

NOA JACQUET

SARTHE MARIE-CAROLINE LE PEN, LA SŒUR EN EST JETÉE

AFP

Défaite pour la sœur cadette de Marine Le Pen, qui ne sera donc pas parvenue à faire son grand retour en politique. En ballottage défavorable à l'issue du premier tour, la candidate insoumise investie par le Nouveau Front populaire, Elise Leboucher, a su rattraper son retard et battre sa concurrente d'extrême droite, en récoltant 50,23 % des voix dans la 4e circonscription de la Sarthe.

Le désistement de Sylvie Casenave-Péré, candidate Ensemble, qui avait obtenu 35 voix de moins que la députée sortante au premier tour, a semble-t-il bénéficié à cette dernière, qui gagne avec plus de 200 voix d'avance au second. En 2022, l'insoumise était déjà sortie victorieuse d'une bataille serrée contre un autre candidat Rassemblement national, Raymond de Malherbe, qui a depuis été exclu du parti, avec un écart de seulement 87 voix.

Marie-Caroline Le Pen avait quitté le Front national en 1999, au moment de sa scission, pour rejoindre le tout nouveau Mouvement national républicain, créé par le numéro 2 du Front national de l'époque, Bruno Mégret, s'attirant l'ire de son père, Jean-Marie Le Pen. Elle s'était ensuite retirée de la vie politique au début des années 2000, avant que sa sœur, Marine Le Pen, ne reprenne progressivement contact avec elle, et la réintègre pleinement au parti. En 2021, elle obtient une place éligible sur la liste de Jordan Bardella pour les élections régionales d'Ile-de-France. Première étape avant d'être parachutée trois ans plus tard pour dans l'ancien fief de François Fillon, où elle était pourtant arrivée en tête à l'issue du premier tour, avec 39,26 % des votants. Une opération ratée.

ELÉNA RONEY

PAS-DE-CALAIS PARACHUTÉE, AGNÈS PANNIER-RUNACHER REBONDIT

AFP

Largement devancée au premier tour par le candidat d'extrême droite Alban Heusèle (37,31 %), Agnès Pannier-Runacher, qui n'avait récolté que 21,54 % des voix, a pu profiter du désistement du candidat écologiste du Nouveau Front populaire Alexandre Cousin et l'emporte avec 55,84 % des voix au second tour des législatives dimanche. Le parachutage de la ministre déléguée à l'Agriculture dans cette circonscription qui rassemble notamment les cantons d'Arras Nord, Arras Ouest et Arras Sud aurait pu lui jouer des tours. Il avait en effet provoqué la colère d'élus macronistes locaux. Nicolas Desfachelle, ancien suppléant de la députée Renaissance sortante Jacqueline Maquet, avait ainsi présenté une candidature dissidente sous l'étiquette divers centre et obtenu 13,93 % des voix.

C'est la troisième fois depuis 2017 que le Rassemblement national se qualifie au second tour des élections législatives dans ce territoire, et ses scores sont de plus en plus importants : 34,49 % en 2017, 45,27 % en 2022, mais 44,16 % en 2024. Aux élections européennes, la liste du Rassemblement national menée par Jordan Bardella avait obtenu plus de 47 % des voix dans cet ancien bassin minier, contre un peu plus de 12 % pour la liste de Valérie Hayer, pourtant arrivée en deuxième position. En campagne sur un marché mercredi, la ministre, candidate pour la première fois à des élections législatives, avait martelé au micro de France 2 : *« J'entends partout qu'on n'a pas essayé le Rassemblement national. Mais si, on a déjà essayé, ça s'appelle Pétain, ça s'appelle Vichy, et ça s'est très mal passé. »*

E.R.

ÉDITOS/

Dispute, négos et nuits blanches… Apprendre avec le parlementarisme

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

Dans le monde démocratique, il n'y a guère qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France qu'un électeur imagine que l'ensemble du programme du parti pour lequel il vote sera appliqué. Nos modes de scrutins qui favorisent outrageusement le camp arrivé en tête, conçus pour favoriser la stabilité, ont été très utiles mais trouvent, avec la fin du bipartisme, leurs limites : sentiment d'impuissance publique, épuisement démocratique. Quand, en plus, l'élection présidentielle au suffrage universel direct (en France) ajoute l'idée selon laquelle l'entièreté du programme de la majorité est portée par un homme (pour l'instant jamais une femme), le ressentiment et la frustration nationale arrivent vite et se focalisent sur le Président. Quand, enfin, cet homme a décidé de concentrer le pouvoir et d'élaborer tout seul les solutions, alors le désir d'alternance se fait plus radical. Aujourd'hui, du fait des résultats de ce second tour, nous nous trouvons dans une configuration finalement assez classique chez nos voisins européens. Un électeur allemand n'imagine pas en mettant un bulletin SPD, Vert ou CDU dans l'urne que le parti de son choix gouvernera seul. Mais surtout aucun des candidats à la chancellerie ne fera campagne en ayant l'illusion d'être demain majoritaire absolu. Dès lors, chaque camp doit ménager son voisin idéologique (ce que nous n'avons pas fait, loin de là !). Certes, il cherchera à se différencier mais il veillera aussi à trouver les points communs avec les autres partis pour de futures coalitions. Cet état d'esprit, dicté par les institutions décentralisées et le mode de scrutin proportionnel, change le ton général du débat public. Il change aussi la nature des commentaires de la presse moins centrés sur la compétition des personnalités. Arrive le moment, juste après les élections, ou il faut s'entendre et former une majorité. C'est dur, c'est long, mais chacun sait, et savait pendant la campagne, qu'il en serait ainsi. Chaque mouvement sait déjà peu ou prou quelles sont ses lignes rouges et ce sur quoi il peut céder et avec qui.

Il va falloir, sans que nous y soyons préparés et alors que ce n'est pas dans notre culture politique, sortir du tout ou rien de la glorification de la pureté programmatique. Même si la gauche est en tête, elle ne peut prétendre gouverner à elle seule. Le compromis ne signifie pas forcément la mollesse ou l'immobilisme. C'est à l'Assemblée que cela va (ou du moins devrait) se passer. Le Premier ministre est nommé par le président mais il procède de la majorité. Ici, forcément une majorité relative dont il va falloir définir les contours. Cette majorité pourrait aller des quelques insoumis en rupture de ban avec le mélenchonisme jusqu'à l'aile droite de ce qu'on ne va bientôt plus appeler le macronisme. Un tel attelage paraît aux citoyens comme une potentielle basse-cour cacophonique peuplée de poules et de renards. Mais il va falloir s'y faire et négocier, choisir et surtout renoncer à des pans entiers de son programme. Finalement, comme dans notre système actuel chacun peut constater qu'après avoir promis de réaliser toutes les promesses, tous les présidents finissent impopulaires et accusés d'avoir trahi, peut-être serait-il judicieux de s'entendre d'abord sur ce que l'on peut faire ensemble et sur ce qu'on ne fera pas. Ce sera moins ambitieux mais assurément mieux appliqué. Aux bordures de cette majorité de compromis se trouveront deux groupes radicaux qui devront eux aussi changer de culture s'ils veulent pouvoir un jour réaliser des compromis avec de plus modérés qu'eux. LFI est déjà sur ce chemin avec le programme du NFP. Le RN, lui, d'essence autoritaire et illibérale, n'est pas dans cette disposition, comme le montre le refus d'avance de Bardella d'aller à Matignon avec une majorité relative. Et conçoit – on l'a vu avec le cas Ciotti – tout accord comme un ralliement.

Les semaines qui viennent seront faites de disputes, de négos au grand jour ou cachées, de postures d'autorités, d'indignations surjouées, de claquements de portes… Puis, si nous arrivons à décider que nous sommes une démocratie responsable, un accord sera signé. Et le Président sera chargé, sous le contrôle strict de la majorité composite ainsi créée, de s'occuper des affaires étrangères et de la défense, de contresigner ce qui doit l'être et surtout de rester, en surplomb comme l'avaient d'ailleurs imaginé les rédacteurs de la Ve République. Ce sera ça ou, pour le coup, le chaos. ◂▸

Rassemblement contre l'extrême droite, mercredi à Paris. PHOTO CORENTIN FOHLEN

Pour la gauche, combattre le RN reste prioritaire

Par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**
Chroniqueur politique

Un grand ouf de soulagement et même une sacrée surprise. Le front républicain et sa mécanique de désistements ont permis de placer un barrage clair et net devant une possible accession de l'extrême droite au pouvoir. C'est une bonne nouvelle, tout comme le fait que le Nouveau Front populaire soit finalement le vainqueur du scrutin. Il est suivi d'Ensemble et le RN n'est qu'en troisième place. Cette situation inattendue ouvre bien des perspectives avec une gauche au centre du jeu.

Ce soulagement de voir le RN louper largement le coche ne doit pas nous empêcher de constater qu'il poursuit quand même fortement sa progression. Car après avoir rassemblé plus de 10,6 millions d'électeurs le 30 juin, les candidats du Rassemblement national et de son allié des Républicains à droite (Eric Ciotti), dont 39 avaient été élus dès le premier tour, font entrer entre 132 et 152 députés à l'Assemblée nationale, selon les premières estimations Ipsos à 20 heures. C'est significativement moins que les projections de l'entre-deux-tours, mais c'est aussi un sombre record sous la Ve République, alors que le RN en comptait 8 en 2017 et 89 en 2022. Priver l'extrême droite de la majorité absolue, voilà quel était dimanche le principal et même le seul objectif. Mais si le pire a été évité, il faut quand même prendre le score obtenu par Bardella et ses candidats comme une alerte de taille. Peut-être la dernière. Ce sursis offert par tous ceux qui ont massivement choisi, une fois de plus, de dire clairement non à l'extrême droite, parfois en n'ayant d'autre choix que de voter pour des adversaires politiques, doit être mis à contribution par chacun des partis pour s'atteler à un défi plus que jamais d'actualité : faire baisser le RN dans les urnes.

La gauche, dont les différentes composantes ont fait bloc dans cette élection au sein du NFP, a un rôle majeur à jouer. Parce qu'elle est en tête du scrutin, ce qui est une vraie bonne nouvelle, avec entre 172 et 192 députés qui vont siéger au Palais-Bourbon. Pas de quoi gouverner seule mais une réelle occasion de jouer un rôle central dans les temps qui viennent. Quoi qu'il arrive, la gauche doit retrouver le moyen de s'adresser aux classes actives les plus populaires alors que depuis maintenant des années, les ouvriers et les employés votent très majoritairement pour le RN. En continuant de dénoncer l'arnaque sociale que constitue le programme porté par Jordan Bardella et Marine Le Pen, mais aussi en portant haut et fort des propositions de justice sociale et fiscale qui apparaissent crédibles à ceux qui en ont le plus besoin. La lutte contre le dérèglement climatique ne doit surtout pas apparaître seulement comme une contrainte mais comme une opportunité, notamment industrielle. La gauche doit aussi se fixer comme mission de parler à la fois aux villes, à leurs banlieues, aux zones périurbaines et à ce qu'on appelle un peu grossièrement la ruralité. «*Les tours et les bourgs*» comme le dit François Ruffin, un slogan qui parle à la gauche socialiste, écologiste et communiste mais moins côté insoumis où on mise en premier lieu sur les grandes villes et leurs périphéries.

Derrière le score du RN, il y a évidemment des pensées racistes qu'il faut combattre sans relâche. Mais il y a aussi des colères sociales, démocratiques et identitaires, qu'il faut prendre au sérieux. Pour la gauche, répondre aux deux premières est plus naturel que d'affronter la troisième, qui se cristallise bien souvent autour de la question migratoire et qui charrie des passions conservatrices voire réactionnaires. Il y a là une contre-bataille culturelle qu'il faut continuer de mener avec vigueur, alors que depuis près de vingt ans, l'opinion française et plus largement européenne, chauffée à blanc et souvent désinformée, n'a fait que durcir ses appréciations et ses attentes.

Si le NFP finit en tête dimanche soir, il ne faut pas s'y tromper. Dans un contexte de puissant barrage à l'extrême droite, il ne s'agit pas d'un raz-de-marée en faveur de son programme, même si celui-ci contient des propositions qui doivent structurer l'avenir. Son résultat lui donne en tout cas une responsabilité particulière et même la possibilité de gouverner s'il reste uni et s'il trouve des alliés. Difficile de dire dès ce soir si Jean-Luc Mélenchon et le reste de la gauche, qui ne partagent pas la même stratégie et la même façon de faire de la politique, vont continuer à cheminer ensemble. Ils ont en tout cas l'occasion de jouer enfin les premiers rôles après sept ans de macronisme. ◂▸

MOI
+ TOI
+ EUX NOUS
= ENSEMBLE
AGISSONS.
DONNEZ !
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Pour un monde
plus juste
et plus solidaire
Rejoignez
le Secours populaire
proche de chez vous.
secourspopulaire.fr
Pour faire
un don
scannez ce QR code
pierre di Sciullo 2023

Libération Lundi 8 Juillet 2024

Royaume-Uni

L'équipe Starmer déjà au labeur

Sans perdre de temps dès sa victoire confirmée aux législatives, le nouveau Premier ministre a constitué son gouvernement, aussitôt réuni samedi en conseil exceptionnel. Les chantiers ne manquent pas, et les travaillistes savent qu'il n'y aura pas de lune de miel.

RÉCIT

Vendredi devant le 10 Downing Street, pour le premier discours de Keir

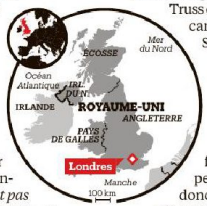
Par
JULIETTE DÉMAS
Correspondante à Londres

Dans les jours qui suivent les élections britanniques, les nominations arrivent habituellement au compte-goutte, le nouveau Premier ministre prenant généralement le temps du week-end pour peaufiner ses choix de collaborateurs. Mais pas cette fois. Quoi que lui réserve l'avenir, les débuts de l'administration travailliste Starmer resteront dans les annales pour la rapidité avec laquelle elle s'est mise au travail.

Dès vendredi après-midi, tous les postes majeurs étaient attribués et Keir Starmer reléguait aux oubliettes le projet controversé de ses prédécesseurs, qui visait à déporter vers le Rwanda les demandeurs d'asile arrivés illégalement sur le territoire britannique. Un premier geste symbolique, car les conservateurs s'étaient arc-boutés sur le projet malgré les revers législatifs et les avertissements de la communauté internationale. Le message est clair : l'heure n'est plus à l'idéologie et aux déclarations à l'emporte-pièce. Place aux solutions concrètes et chiffrées.

Pour les choix de ministres, il n'y a pas eu matière à hésitation. Le gouvernement de Starmer reprend des collaborateurs déjà installés à ses côtés dans l'opposition, des experts et aussi d'anciens alliés de Tony Blair et de Gordon Brown. Il devient le plus féminin de l'histoire du pays. En plus du trio Angela Rayner, Rachel Reeves et David Lammy *(lire ci-contre)*, on retrouve Yvette Cooper, députée depuis 1997, qui prend le poste de ministre de l'Intérieur, ainsi que l'ancien chef du parti Ed Miliband qui arrive à l'Environnement, sujet dont il s'est fait porte-parole au cours des dernières années.

Ce gouvernement compte aussi le plus grand nombre de ministres ayant fait leur scolarité dans le public. A titre de comparaison, les deux tiers du gouvernement de Boris Johnson avaient été éduqués dans le privé, et David Cameron s'était attiré des critiques au sein de son propre parti pour s'être entouré de millionnaires et de nombreux anciens d'Eton, ce pensionnat privé pour les garçons de l'élite britannique. Interrogé à ce sujet, Keir Starmer s'est dit fier d'être entouré de personnes *«qui n'ont pas eu le début de vie le plus facile»*, et affirme que son équipe reflète *«l'aspiration qui se trouve au cœur de notre pays»*.



DOSSIERS URGENTS

Son premier Conseil des ministres, qu'il a accueilli en répétant qu'il y *«avait énormément de travail»* à abattre, s'est déroulé dès samedi matin : un fait rarissime dans la vie politique britannique, qui atteste de sa volonté de changer les choses au plus vite – les déménageurs n'avaient même pas fini de vider les appartements de ses prédécesseurs. L'image qui se dégage est celle d'un gouvernement qualifié, qui maîtrise ses dossiers et ne compte pas sur une période de lune de miel, préférant s'attaquer aux multiples crises pour pouvoir prétendre à un deuxième mandat dans quelques années.

Ils avaient eu tout le temps de se préparer. La possibilité d'une victoire du Labour était dans tous les esprits depuis au moins deux ans, lorsque la popularité des conservateurs s'était effondrée sous Boris Johnson, avant de continuer à se dégrader sous ses successeurs, Liz Truss et Rishi Sunak. Au cours de la campagne, tout donnait déjà Starmer gagnant, l'incitant à faire preuve de prudence et à ne rien promettre de trop ambitieux. Au cours de sa première conférence de presse de Premier ministre, lors de laquelle il s'est dit parfaitement heureux qu'on l'appelle simplement *«Keir»*, il a donc souligné que ses équipes s'étaient *«préparées pendant des mois»* pour *«être immédiatement opérationnelles»*. Déjà plus à l'aise, moins rigide et plus souriant qu'au cours de ces derniers mois, le nouveau Premier ministre veut avancer vite, mais avec précaution. Le changement ne se fera pas *«en appuyant sur un interrupteur»* mais prendra du temps. Plusieurs dossiers urgents l'attendent : la crise du système de santé, celle des universités, celle des prisons sur le point de déborder, ou encore les négociations de salaires dans le secteur public. Il devra aussi se pencher sur la quasi-faillite de plusieurs villes majeures, dont les budgets réduits sous l'austérité ne permettent plus d'assurer les services minimums d'aide sociale, notamment pour les enfants et adultes vulnérables.

Les nouveaux ministres font preuve d'un grand empressement. Wes Streeting, secrétaire à la Santé, devra trouver une solution à la crise du NHS alors que près de 7 millions de Britanniques sont inscrits sur ses listes d'attente et que les internes sont en grève depuis des mois. Il a déjà pris contact avec ces derniers pour lancer des négociations dans les jours à venir. David Lammy, le ministre des Affaires étrangères, s'est pour sa part rendu dès dimanche en Allemagne – et non en France, pour cause d'élections – pour plaider le rapprochement avec l'Union européenne. Si un retour dans l'UE n'est pas envisagé, Starmer comme Lammy avaient fait campagne contre le Brexit et souhaitent un réalignement et une amélioration des relations avec leur plus proche partenaire économique.

SOMMET DE L'OTAN

En 1997, Tony Blair héritait d'une économie dynamique et surfait sur une vague d'optimisme en l'avenir. Keir Starmer est le premier depuis ce jour à faire gagner les travaillistes face à un gouvernement conservateur. Pour autant, la comparaison s'arrête là : il se sait élu en raison d'un ras-le-bol généralisé des conservateurs après quatorze années d'austérité, de scandales et de crises – la flambée du coût de la vie, les grèves à répétition, les fêtes illégales des proches de Boris Johnson en plein confinement, le Brexit, l'incendie de la tour Grenfell, le scandale Windrush… Le système électoral britannique, uninominal majoritaire à un tour, favorise les deux principaux partis. C'est donc un vote à la fois stratégique et divisé à droite – en raison de la montée du

Starmer après sa victoire aux législatives. PHOTO TOBY MELVILLE. REUTERS

parti d'extrême droite Reform UK – qui a facilité la victoire du Labour. La faiblesse du taux de participation et la volatilité de l'électorat ne sont pas passées inaperçues, et les travaillistes refusent de se laisser emporter par l'euphorie de leur très confortable majorité. Starmer, pour se montrer digne de la confiance qui a été placée en lui, a promis *«un gouvernement de service»* pour les Britanniques qui l'ont soutenu, mais aussi et surtout pour ceux qui n'ont pas voté pour lui. Décidé à *«prendre des décisions difficiles»* et à *«gouverner pour le pays entier»*, il veut éviter les logiques partisanes, et a déjà souligné que le Labour n'avait pas *«le monopole des bonnes idées»*.

A peine ses priorités établies, il s'est lancé dans un tour des nations dévolues pour *«rétablir»* les relations avec les gouvernements locaux dans une logique de *«coopération»* basée sur *«le respect»*. Sa première destination a été l'Ecosse, où son parti a fait son grand retour au détriment des nationalistes du SNP. Il doit aussi se rendre en Irlande du Nord et au Pays de Galles, avant de rencontrer mardi les maires des grandes métropoles puis de s'envoler pour Washington pour le sommet de l'Otan, qui fêtera ses 75 ans. Ce sera son premier sommet international et l'occasion pour lui d'échanger avec Joe Biden, qui l'a appelé depuis Air Force One pour le féliciter de sa victoire. Il enchaînera le 18 juillet avec l'accueil d'une cinquantaine de chefs d'Etat près d'Oxford, pour la quatrième réunion de la Communauté politique européenne. Keir Starmer a déjà échangé avec un grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement, et notamment avec le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à qui il a rappelé *«la nécessité claire et urgente d'un cessez-le-feu, la libération des otages et une augmentation immédiate du volume d'aide humanitaire»* à Gaza.

Dans les prochaines semaines, le nouveau gouvernement présentera son programme législatif au Parlement, et assistera à l'ouverture officielle de celui-ci par le roi Charles III. Il pourrait envisager le recrutement de davantage d'enseignants, proposer de lever 7 milliards de livres (8,3 milliards d'euros) en réformant le statut de non-résident fiscal et en luttant contre la fraude, d'annuler l'exonération fiscale de TVA pour les écoles privées, ou encore de créer une entreprise publique dédiée à l'énergie verte. Les semaines à venir s'annoncent très chargées, il n'y aura pas de trêve estivale.

Si un retour dans l'UE n'est pas envisagé, Keir Starmer avait fait campagne contre le Brexit et souhaite un réalignement et une amélioration des relations avec le plus proche partenaire économique de Londres.

ANGELA RAYNER
VICE-PREMIÈRE MINISTRE

REUTERS

En quittant l'école à 16 ans enceinte de son fils aîné, elle s'était entendu dire qu'elle *«ne serait jamais bonne à rien»*. A 44 ans, Angela Rayner devient vice-Première ministre du Royaume-Uni et secrétaire à l'Egalité des chances, au logement et aux communautés. Née près de Manchester en 1980, Rayner a grandi dans la pauvreté – sa mère était analphabète – et a gardé son fort accent du Nord, devenu l'une des marques de son image publique. Socialiste, membre de l'aile gauche modérée du parti travailliste, elle est arrivée en politique en 2015 par la voie des syndicats après avoir travaillé dans le soin à la personne. Un parcours atypique et remarqué dans le paysage très élitiste du Parlement britannique. La jeune femme, qui apparaît aussi extravertie et franche que Starmer semble en retrait, est régulièrement ciblée par ses opposants politiques et par la presse, des attaques se sont intensifiées pendant la campagne. Mais elle y répond avec franc-parler et gouaille. Ses priorités seront de travailler avec les maires des grandes métropoles pour faire construire 1,5 million de nouveaux logements, et de renforcer les droits des travailleurs à travers un «New Deal».

RACHEL REEVES
CHANCELIÈRE DE L'ÉCHIQUIER

REUTERS

Ancienne économiste de la Banque d'Angleterre, Rachel Reeves est la première femme à prendre le poste de Chancelière de l'Echiquier (ministre des Finances) en 708 ans d'existence de la fonction. Une *«responsabilité historique»*, a-t-elle souligné, qui doit montrer aux jeunes filles et aux femmes *«qu'il ne devrait pas y avoir de limites à [leurs] ambitions»*. Elle représente un choix évident, eu égard à son implication dans la campagne, à sa place au sein de l'opposition, et à sa solide réputation pour le sérieux et la mesure. Londonienne, Reeves a rejoint le parti travailliste à l'adolescence et est entrée au Parlement en 2010 en se faisant élire à Leeds. Elle hérite d'une situation économique difficile, après plus d'une décennie de stagnation et alors que le Royaume-Uni connaît la seconde plus faible croissance du G7 après l'Allemagne. *«Il n'y a pas beaucoup d'argent»*, a-t-elle prévenu dès sa nomination. Elle souhaite promouvoir la productivité et la croissance à travers *«la stabilité, l'investissement et la réforme»*, pour asseoir la sécurité économique du Royaume-Uni et pouvoir reconstruire les services publics. Un projet qui vise aussi à continuer d'établir son parti comme celui de la responsabilité fiscale, qu'elle résume par le néologisme *«sécuronomie»*.

DAVID LAMMY
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

REUTERS

Né à Londres de parents guyanais, David Lammy s'est dit ému d'être le premier *Foreign Secretary* à la fois *«descendant de personnes réduites en esclavage»* et *«homme noir issu de la classe populaire»*. Il entretient des liens étroits avec les Etats-Unis, où il a passé de nombreux étés avant de devenir le premier Britannique noir à étudier à la faculté de droit de l'université Harvard. Il y a rencontré Barack Obama et a participé à la première campagne présidentielle de celui-ci. Juriste, plus jeune membre du Parlement lors de sa première élection, David Lammy a occupé un éventail varié de rôles dans les gouvernements de Tony Blair, qui l'a fait un temps ministre de la Culture, puis dans celui de Gordon Brown. Le nouveau chef des diplomates, qui avait milité contre le Brexit, a annoncé son intention de renforcer les liens avec l'Europe et continuera à soutenir l'Ukraine. S'il avait décrit Marine Le Pen comme *«un personnage malveillant»* aux *«vues toxiques»* et Donald Trump comme un *«sociopathe misogyne et sympathisant néonazi»*, il a depuis assuré qu'il travaillerait avec le prochain président américain quel qu'il soit. Il entend promouvoir l'équilibre entre la politique étrangère et la sécurité économique de son pays.

JAMES TIMPSON
MINISTRE DES PRISONS

10 DOWNING STREET

A la tête d'un empire qui ne compte pas moins de 2 100 magasins de cordonnerie, découpe de clés, impression de photos ou encore services de pressing, James Timpson est un industriel à part, le premier au Royaume-Uni à avoir engagé d'anciens détenus : parmi les 5 600 employés de son groupe, près de 10 % ont connu la prison. Engagé pour la réinsertion et contre la récidive, il est un fervent défenseur d'un management «à l'envers» et axé sur l'humain, qui donne aux travailleurs davantage de latitude pour servir les clients tout en créant des conditions favorables à l'épanouissement au travail. Ses magasins sont notamment connus pour offrir des services gratuits aux clients en difficulté. Philanthrope, en faveur du droit à une deuxième chance, Timpson estime que seul un tiers des détenus ont véritablement leur place en prison. Expert du sujet, il a déjà travaillé avec les conservateurs pour réformer le système carcéral et a occupé le rôle de président du Prison Reform Trust jusqu'à sa nomination surprise – et bien reçue – vendredi au poste de ministre des Prisons. Dans la mesure où il n'est pas élu, il devrait siéger à la chambre des Lords.

LIBÉ.FR

L'énorme mine de lithium dans l'Allier désormais projet d'«intérêt national majeur»

La ruée vers l'or blanc se profile. L'un des plus gros projets européens de mine de lithium, porté par le groupe Imerys dans l'Allier, a rejoint la liste des *«projets d'intérêt national majeur»*, synonyme de procédures d'implantation accélérées, selon un décret publié dimanche au *Journal officiel*. PHOTO AFP

Devant l'immeuble de la famille, dans le XIVe arrondissement de Paris, dimanche. PHOTO SAMEER AL-DOUMY. AFP

Sidération après la défenestration de deux enfants par leur père, à Paris

Dans le XIVe arrondissement de la capitale, samedi, après une possible dispute conjugale, un père a jeté ses fils par la fenêtre avant de se tuer. Au pied de la résidence, les voisins sont sous le choc.

Par
AMÉLIE QUENTEL
et **PAULINE MOULLOT**

Au pied de cet immeuble du XIVe arrondissement de Paris, une grande tache pourpre est visible sur le bitume. Les habitants, qui ne cessent de la regarder, s'en tiennent toutefois à bonne distance: nul n'a envie de poser le pied sur le sang de l'homme qui, vers 20 h 30 samedi, a défenestré ses deux enfants depuis la fenêtre de son appartement du cinquième étage, avant de lui-même se jeter dans le vide. Agé de 49 ans, il est mort vers 21 heures tandis que ses deux petits garçons, nés en 2019 et en 2021, *«voient leur pronostic vital engagé»*, selon le parquet de Paris. Une enquête pour tentative de meurtre sur mineurs de moins de 15 ans et pour recherche des causes de la mort concernant le père a été ouverte par la brigade de protection des mineurs.

L'HISTOIRE DU JOUR

Du côté des résidents de l'immeuble, c'est le choc et l'incompréhension en ce dimanche. Une dame de 75 ans, rencontrée en bas de ce grand bâtiment blanc de douze étages, résume bien le sentiment général: *«Je n'ai pas dormi de la nuit. Vous vous rendez compte? Balancer ses propres enfants par la fenêtre? Je ne comprends pas.»*

Depuis la veille, un son effroyable ne quitte plus son esprit: les trois grands *«boum»* qu'elle a entendus depuis son appartement du troisième étage, avant de voir, étendus sur un carré de pelouse, le corps des deux victimes et, à côté, celui de leur père sur l'asphalte. *«En bas, il y avait des enfants qui étaient en train de jouer et qui ont assisté à la scène. Ils se sont mis à hurler»*, ajoute-t-elle, gardant aussi en mémoire le large périmètre de sécurité mis en place par la police la veille au soir. Une cellule d'urgence médico-psychologique a été activée.

Vicariantes. *«J'ai vu quelque chose tomber à toute vitesse par la fenêtre. Je pensais que c'était une nappe ou une serviette, mais j'ai regardé en bas: c'était un enfant.»* Extrêmement choqué, ce garçon de 11 ans vit au quatrième étage, juste en dessous du logement où se sont déroulés les faits. Sa mère, qui raconte *«avoir prié toute la nuit pour les petits»*, explique être montée au cinquième après avoir entendu *«un cri de détresse»*. *«Je suis tombée sur la maman, qui avait le nez en sang: elle m'a dit que son mari venait de la frapper avant de jeter ses fils par la fenêtre et de se défenestrer lui-même. Je suis ensuite descendue avec elle en bas de l'immeuble pour rester avec les enfants, pour les tenir éveillés et les soutenir avant l'arrivée des pompiers»*, ajoute-t-elle. D'après les premiers éléments de l'enquête, une dispute aurait éclaté entre l'homme et sa compagne, qui seraient arrivés dans l'immeuble il y a environ un an.

> «Je pensais que c'était une nappe ou une serviette, mais j'ai regardé en bas: c'était un enfant.»
> **Un voisin de 11 ans**

Si, à l'heure actuelle, peu d'éléments de l'enquête permettent de tirer des conclusions avec certitude, la mention d'une dispute familiale peut faire penser à un cas de «violences vicariantes», notion née en Espagne ces dernières années, encore très méconnue dans la société française et qui désigne les violences faites aux femmes en s'en prenant à leurs enfants. *«Dans ce genre d'affaires, le conjoint utilise les enfants comme un moyen de torture contre sa femme. Les enfants sont victimes mais les violences sont là pour détruire les femmes»*, précise à *Libé* Claire Bourdille, fondatrice du collectif Enfantiste, qui lutte contre les violences faites aux enfants. Pénalement, la notion n'existe pas. Et en France, *«très peu de personnes savent de quoi on parle. On parle beaucoup de féminicides, de violences faites aux femmes et conjugales mais les violences faites aux enfants sont très peu étudiées, alors que la majorité des victimes conjugales sont des mères donc il y a des enfants victimes»*, poursuit la militante, qui dénonce la *«quasi-invisibilisation»* de ce type de violences. Pour les spécialistes, ces violences faites aux enfants interviennent dans le *«continuum des violences faites aux femmes»*.

«Crispée». *«Quand on croisait la maman seule avec ses enfants dans l'ascenseur, elle avait l'air détendue. En revanche, quand elle était avec son mari, elle semblait plus crispée»*, témoigne une jeune femme résidant au sixième étage, qui n'avait pas de lien avec le couple, décrit unanimement comment *«discret»*. Croisé sur le même palier avec son petit garçon de 2 ans, tout joyeux et insouciant dans un maillot de foot aux couleurs du Brésil, un autre voisin décrit un homme *«ne disant jamais bonjour ou au revoir»*. *«Je suis très, très triste aujourd'hui. Mon fils joue parfois au parc avec les enfants de ce couple; évidemment, je ne lui ai pas parlé de ce qui s'est passé, il est trop petit»*, dit-il. D'après une voisine, une heure et demie avant les faits, la mère et les enfants étaient justement au parc. Là-bas, ses fils aiment faire de la trottinette.

LIBÉ.FR **Tour de France : à Troyes, Anthony Turgis renaît dans la poussière**

«Que de poussière ! Que de poussière !» Face à ces chemins blancs dans les vignes de Troyes, on ne se sent pas plus inspiré que le président MacMahon qui, dit la légende, s'exclama, *«que d'eau, que d'eau»*, devant une crue de la Garonne. C'est dans une étape magnifique sur les chemins blancs que le Français de la TotalEnergies a triomphé et s'offre sa première victoire sur la Grande Boucle. PHOTO AFP

> «S'ils ont la volonté, ils peuvent faire quelque chose [pour Haïti]. L'arrivée des Kényans pourrait être une solution à la crise que nous vivons.»
>
> ***ALIX*** Vendeur de voitures à Port-au-Prince

Le contingent de 400 policiers kényans arrivé en Haïti le 25 juin dans le cadre de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, autorisée par l'ONU, a commencé ses patrouilles dans la capitale après une première semaine de repérages. Munis de gilet pare-balles et d'armes automatiques, ils patrouilleront d'abord dans le centre-ville de Port-au-Prince avec une unité d'élite de la police nationale, puis aux alentours de l'aéroport Toussaint-Louverture, où se trouve leur base.

MOLIÈRE ADELY
(à Port-au-Prince)

Reportage à lire en intégralité sur *Liberation.fr*

Décathlon : Kevin Mayer blessé à trois semaines des JO

Le meeting de Paris ne pouvait commencer plus mal dimanche : le recordman du monde du décathlon, Kevin Mayer, en lice sur 110m haies, s'est effondré sur la piste, à moins de trois semaines des Jeux. L'athlète de 32 ans est tombé après la huitième haie et s'est effondré à plat ventre, avant de rester de longues secondes allongé, hurlant, la tête entre les mains. Les secouristes l'ont aidé à s'asseoir sur une chaise mais il s'est relevé, sortant de la piste en marchant mais en se tenant la cuisse. *«Ça a pété à l'ischio gauche*, a précisé le frère du décathlonien dans la soirée. *Cela nous a surpris car il n'y a eu aucun signe avant-coureur. Il voulait regagner de la confiance sur 110m haies. On en saura plus demain sur l'envergure de la blessure après une IRM. C'est un coup dur, mais il est déjà reparti au travail.»* Recordman du monde (9126 points), double champion du monde, deux fois vice champion olympique, Mayer s'était qualifié in extremis en juin. Pour se régler, il s'alignait sur un triathlon composé d'un lancer du poids, d'un saut en longueur (sur lequel il a finalement fait l'impasse) et du 110m haies, auquel il avait décidé de participer à la dernière minute. *(avec AFP)*

Au stade Charléty à Paris, dimanche. PHOTO REUTERS

Iran : le nouveau président prêtera serment en août

La République islamique d'Iran arborera un nouveau visage à partir d'août. Son nouveau président, le réformateur Massoud Pezeshkian, devrait prêter serment et prendre ses fonctions *«le 4 ou 5 août»*, selon l'agence de presse officielle iranienne, Irna. En Iran, le président a des pouvoirs restreints : il est chargé d'appliquer, à la tête du gouvernement, les grandes lignes politiques fixées par le Guide suprême, ultime décideur sur les dossiers stratégiques. L'investiture n'aura d'ailleurs lieu qu'une fois l'élection approuvée par l'ayatollah Ali Khamenei.

Modéré. Toutefois, l'arrivée au pouvoir de Pezeshkian, 69 ans, est une surprise. Les élections, qui n'étaient pas prévues pour 2024, ont dû être organisées rapidement après le décès de son prédécesseur, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, dans un accident d'hélicoptère. Seul réformateur en lice pour ce scrutin face à trois candidats conservateurs, Pezeshkian a déjoué tous les pronostics, d'abord en poussant le favori ultraconservateur Saïd Jalili à un second tour, puis en l'emportant avec une large avance (53,6% contre 44,3%, soit 400 000 voix d'écart). Les réformateurs n'avaient plus gagné la présidentielle depuis l'élection de Mohammad Khatami en 1997.

Chirurgien cardiaque et membre de la minorité azérie, Massoud Pezeskhian est connu pour ses positions modérées et ses critiques du régime. Lors de la révolte verte de 2009, dans la foulée de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, il avait accusé au Parlement les forces de sécurité d'abus de pouvoir. Et lors d'une interview début 2023, il avait contesté la version officielle de la mort de la jeune Kurde Mahsa Amini, morte en détention le 16 janvier 2023 trois jours après avoir été arrêtée pour un voile mal ajusté. Selon les autorités, sa mort était due à un accident cardiaque ou à une maladie au cerveau, alors qu'elle avait été battue. Son décès avait provoqué des manifestations à travers le pays durant plusieurs mois et la naissance du mouvement Femme, Vie, Liberté.

Massoud Pezeskhian n'est pas pour autant un révolutionnaire. Au cours des premiers mois de manifestations qui ont suivi la mort de Mahsa Amini, il avait ainsi critiqué ceux qui *«insultaient»* le Guide suprême au risque de *«créer une colère longue au sein de la société»*.

Nucléaire. Son programme s'est concentré sur l'économie, laissant de côté les questions sociétales. C'est un partisan d'un rapprochement avec les Etats-Unis, qui voudrait faire *«sortir l'Iran de son isolement»* et obtenir une levée des sanctions qui frappent le régime. Il s'est ainsi engagé à relancer l'accord sur le nucléaire conclu en 2015, qui imposait des restrictions à l'activité nucléaire iranienne en échange d'un allègement des sanctions et qui a été abandonné en 2018 après le retrait unilatéral des Etats-Unis. Le nouveau président arrive à la tête d'un pays dont la quasi-totalité des institutions sont contrôlées par les conservateurs. Le Parlement, notamment, est dominé par eux depuis les législatives du printemps.

(avec AFP)

Les informés
de Bérengère Bonte, du lundi au vendredi à 20h
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité
chaque lundi avec Libération
franceinfo:
radio . web . tv canal 27

IDÉES/

Dans un bureau de vote, le 9 juin. PHOTO DENIS ALLARD

La France a besoin d'une nouvelle république

Pour le maire de Marseille, la Ve République est devenue un accélérateur du populisme. Il est urgent de remettre du dialogue, du respect et de l'écoute dans le débat public et de transformer démocratiquement les institutions pour les garantir.

La France est entrée dans une nouvelle ère de son histoire politique. Le message envoyé par les Français nous oblige à travailler une refonte profonde de notre république. Le moment exige de le comprendre et de l'accompagner, sans circonvolutions, et sans faux-semblants.

Brisés par un sentiment de déclassement, les Français, des quartiers populaires, en périphérie des métropoles comme dans le monde rural, ont posé un acte de rupture avec le pouvoir politique mais aussi avec un fonctionnement institutionnel qui les brutalise et les exclut.

En prenant la décision précipitée de dissoudre l'Assemblée nationale et de provoquer de nouvelles élections, le président de la République a négligé la prise en compte des causes profondes de ce vote. Ainsi, sans aucun délai pour interroger les erreurs ou les errements collectifs, sans qu'aucune perspective nouvelle soit ouverte, il a fallu retourner aux urnes en quelques jours. Plutôt que de prendre la mesure de la crise institutionnelle et démocratique, au lieu de prendre le temps nécessaire pour construire collectivement les réponses structurelles nécessaires, le président de la République a répondu par un coup politique qui ne résout rien et fracture davantage notre pays.

UN DÉBAT PARLEMENTAIRE DÉVITALISÉ

Dévoyées par l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, soumises à un exercice du pouvoir de plus en plus solitaire et vertical, les institutions de la Ve République ne permettent plus la nécessaire expression démocratique. Dévitalisé, le débat parlementaire a cédé la place à un spectacle qui désespère nos concitoyens.

L'empilement des strates administratives produit une grande confusion institutionnelle que plus personne ne parvient à démêler : trop d'élus, mais pas assez de responsabilités. Le débat public est devenu prisonnier du règne de l'image, et chacun semble se faire devoir de crier plus fort pour espérer être entendu dans une société segmentée en parts de marché. La Ve République est devenue un accélérateur du populisme.

Dans le clair-obscur de cette république malmenée, naissent des monstres capables de détruire non seulement les conquêtes sociales de notre pays, mais aussi les libertés et les principes qui l'ont forgé. En juin 2022, l'entrée massive de 89 députés d'extrême droite au Parlement était une lourde alerte, et les crises qui se sont succédé ont été les symptômes de cette dépression institutionnelle. Ce que nous venons de vivre est la preuve que, dans notre pays, l'extrême droite peut désormais accéder au pouvoir. Les barrages, les indispensables unions érigées dans l'urgence, sont vitaux pour tenter de contrer la montée du populisme, ils sont néanmoins le visage d'une démocratie malade.

La république du plébiscite est devenue une république du pis-aller.

Il est urgent de remettre du dialogue, du respect et de l'écoute dans le débat public, et tout aussi urgent que nos institutions se transforment démocratiquement pour les garantir. Il nous faut une nouvelle république qui aura à bâtir le cadre de son existence en y associant avant tout les citoyennes et les citoyens, et en mobilisant les corps intermédiaires qui sont la charpente de la démocratie. Les partis, les associations, les syndicats, la société civile, les élus locaux doivent retrouver leur rôle, dans la clarté. Chacun de ces échelons, aujourd'hui étouffés par nos institutions malades et la pratique du pouvoir qui en résulte, a vocation à être le point d'amarrage du réel, pour qu'il renoue enfin avec le politique.

LES PARTIS, SYNDICATS… DOIVENT JOUEUR LEUR RÔLE

Construire cette nouvelle république appellera un moment de respiration démocratique dans lequel nous aurons à consulter largement les citoyens français par tous les moyens possibles. Elle devra permettre à la politique de s'inscrire dans le temps long, et de replacer les citoyens au cœur du processus de décision. C'est ainsi que des majorités sociales pourront à nouveau s'exprimer. C'est ainsi que la politique retrouvera sa noblesse et que le lien de confiance entre le peuple et ses représentants sera rétabli.

Dès aujourd'hui, conscient qu'il est plus que temps de réunifier notre pays, notre impérieux devoir est de travailler à un nouveau contrat avec les Français, par une modification profonde de nos institutions.

En réponse à la crise institutionnelle, politique et sociale, il n'y a pas d'autre choix que de convoquer un référendum constitutionnel pour permettre aux citoyens de s'exprimer par eux-mêmes sur le cadre constitutionnel qu'ils souhaitent ériger ensemble. Ainsi seulement, nous pourrons nous construire de nouveau un destin commun, en rupture avec l'histoire tragique qui s'écrit sous nos yeux. ◆

Par
BENOÎT PAYAN

A.S. NIVAL

Maire de Marseille (Printemps marseillais)

Non, Marine Le Pen, les «coups d'Etat administratifs» n'existent pas

L'affirmation de l'élue RN selon laquelle Emmanuel Macron ourdirait un vaste mouvement de nominations dans la haute fonction publique révèle surtout sa grande méconnaissance du fonctionnement de l'Etat et des usages en vigueur, selon le politiste Gildas Tanguy.

Lors d'une interview sur France Inter le 2 juillet, Marine Le Pen – évoquant par ailleurs des rumeurs – a dénoncé la préparation supposée *«d'un coup d'Etat administratif»* de la part de l'exécutif. Elle prétend ainsi que le président de la République et, plus largement, l'exécutif, ourdiraient un vaste mouvement de nominations dans la haute fonction publique durant les jours qui précéderaient ou qui suivraient immédiatement le second tour des législatives. Si chacun voit que la notion de coup d'Etat est reprise à dessein dans une tentative de renversement du stigmate (sous-entendu, «nous sommes le parti du jeu normal de la démocratie représentative alors que la macronie serait celui de l'abus de pouvoir»), son usage dans un moment de très grande tension politique ne peut que nous interpeller.

Outre qu'elle accrédite et reproduit une vision nauséeuse de l'agir politique en entretenant l'imaginaire complotiste récurrent des partis populistes – imaginaire d'un soi-disant «Etat profond» qui dénaturerait ou contrecarrerait par son action anticipée le résultat possible ou attendu du suffrage universel –, la déclaration de Marine Le Pen révèle surtout sa grande méconnaissance du fonctionnement de l'Etat et des usages en vigueur quant aux nominations dans la haute fonction publique, lesquelles sont le fruit de notre longue histoire administrative.

La République française n'est pas les Etats-Unis d'Amérique, où le vieux *spoil's system* («système des dépouilles»), permettant au nouveau locataire de la Maison Blanche de renouveler les 4 000 à 5 000 occupants des plus hauts emplois de l'administration fédérale, se combine avec une fonction publique à «système de l'emploi» *(position system)* qui se rapproche du droit commun du travail (l'agent public recruté n'a pas vocation à «faire carrière» car il est recruté pour une mission particulière sur un emploi spécifique). Notre modèle français s'en distingue encore largement, en dépit de la place nouvelle donnée aux agents contractuels depuis la loi Dussopt de transformation de la fonction publique de 2019.

Soubresauts. Notre fonction publique demeure organisée selon un «système de carrière», en «structure fermée», fondée sur le principe que les fonctionnaires sont recrutés – par concours – et ont vocation à faire carrière pendant plusieurs décennies. Si ce modèle protège tous les fonctionnaires contre l'arbitraire du pouvoir politique, les plus hauts fonctionnaires (ceux qui sont expressément visés dans l'expression employée par Marine Le Pen), appelés de plus en plus les «cadres dirigeants», soit environ 700 emplois sommitaux – préfets, ambassadeurs, recteurs, directeurs d'administrations centrales, délégués interministériels, mais aussi en élargissant au-delà de la fonction publique *stricto sensu*, les chefs placés au sommet de nos armées, les procureurs généraux à la tête des parquets, les dirigeants de grands établissements publics nationaux – sont nommés et révocables *ad nutum* (selon la formule consacrée) par décret présidentiel pris en conseil des ministres.

Il va sans dire que ces emplois dits «à la décision du gouvernement» par la jurisprudence du Conseil d'Etat sont tributaires des soubresauts de la vie politique. Toutefois, la pratique des décennies passées, qui ont connu des alternances régulières au sommet de l'Etat, fait que ces nominations aux plus hauts emplois de l'Etat suivent des processus normalisés et ritualisés.

Ce que semble totalement méconnaître Marine Le Pen.

Elles sont notamment préparées en amont par des sous-directions et directions spécialisées dans chaque ministère, et par des organes dédiés, telle la Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'Etat (la Diese), placée sous l'autorité du Premier ministre et qui gère les «viviers» de cadres supérieurs et dirigeants de l'Etat. Toutes ces directions proposent des noms aux ministres, puis à Matignon et à l'Elysée, selon un circuit administratif bien balisé: ainsi, pour les directeurs d'administration centrale, une procédure de comité d'audition est obligatoire, avec une «courte liste» de trois noms proposés à l'exécutif. Dit autrement, les nominations «très politiques» existent, certes, mais elles demeurent l'exception. L'expression employée par Marine Le Pen ne repose donc sur aucune réalité tangible dans l'histoire politique de la Ve République.

«Valse». Certes, il y a bien eu parfois des mouvements importants de préfets, par exemple la fameuse «valse des préfets» de l'été 1981, mais il s'agissait surtout de changements d'affectation. Si les «coups d'Etat administratifs» n'existent donc pas, l'expression pourrait nous faire penser (bien involontairement sans doute) aux épurations administratives, qui existent en revanche bel et bien, et sont bien documentées par l'historiographie – François Rouquet, *Une épuration ordinaire (1944-1949). Petits et grands collaborateurs de l'administration française*, (Paris, CNRS éditions, 2011).

Elles renvoient à des moments situés de l'histoire politique française (au début de la IIIe République ou à la Libération pour ne citer que deux périodes bien connues) où les nouvelles autorités républicaines ont procédé à des sanctions diverses (révocation, licenciement, mise en retraite d'office…) et au recrutement de nouveaux fonctionnaires. Mais nous sommes là aux antipodes de l'expression insensée de «coup d'Etat administratif» !

Par
GILDAS TANGUY

Politiste, maître de conférences en science politique à Sciences-Po Toulouse et chercheur au Laboratoire des sciences sociales du politique (Lassp).

SIGNÉ COCO

CULTURE/ FESTIVAL D'AVIGNON

«Lacrima», grand art scénique et vieilles dentelles

Par
ANNE DIATKINE
Envoyée spéciale à Avignon

Entre Paris, Bombay et Alençon, Caroline Guiela Nguyen retrace la fabrication de la robe de mariée d'une princesse. Son spectacle est une prouesse, un récit choral ample, populaire et d'une précision rare.

Et donc, ça ressemble à quoi, le *«théâtre populaire»*, celui qui, selon Jean Vilar, ne s'adresse pas à une classe spécifique de spectateurs, fût-elle «ouvrière», comme on le disait jusque dans les années 70, mais à tous, possiblement rassembleur, transcendant les différences et les oppositions et fondant la diversité des spectateurs dans une belle unité, certes éphémère? Et donc, ça ressemble à quoi, ce théâtre introuvable mais qui fut le rêve de tant de grands metteurs en scène de Vilar à Mnouchkine en passant par Patrice Chéreau, et susceptible d'aimanter celles et ceux qui disent ne jamais mettre les pieds dans une salle? Après la représentation inaugurale de *Lacrima*, première création de Caroline Guiela Nguyen depuis qu'elle a pris la direction du Théâtre national de Strasbourg l'année dernière, l'une des réponses possibles se dessinait tandis que les spectatrices et spectateurs restaient par grappes sur le trottoir, fortement émus voire bouleversés, à la sortie du gymnase Aubanel. On vole quelques phrases saisies juste après les ovations: *«S'il y avait un prix d'interprétation à Avignon, ce serait pour elle»*, Maud Le Grevellec, effectivement renversante et toute en nuances, dans le rôle de Marion Nicolas, première d'atelier de la maison Beliana, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris, en charge de confectionner la robe de mariée de la princesse d'Angleterre selon les dessins d'Alexander, un grand couturier londonien.

«SECRET»

Doit-on le dire? On avait poussé la porte du gymnase non conquise d'avance, cela arrive. L'idée même de saga, de mélo, d'une structure qu'on supposait télévisuelle, suffisait à déclencher des réticences. Elles se sont effilochées rapidement – filons la métaphore couturière – alors même que Caroline Guiela Nguyen prend le risque, dans sa narration d'environ trois heures, d'un didactisme aucunement dissimulé. On apprendra tout sur les dentellières d'Alençon, beaucoup aussi sur les brodeurs des ateliers de Bombay, mais aussi sur le *«secret»*, auquel doivent prêter serment celles et ceux qui participent à la création d'une pièce de haute couture majeure, comme peut l'être la robe de mariée d'une princesse en 2025.

C'est ample, c'est un récit choral, ça se déroule sur plusieurs continents, et chaque scène a pourtant une précision de miniaturiste, et se développe dans divers microcosmes dans lesquels on pénètre grâce à l'exactitude du vocabulaire et des gestes qui font monter l'émotion. *Lacrima*, larme, celle qui s'échappe des yeux de la première d'atelier, et celle des dentellières d'Alençon, soumises autrefois au silence total et à la respiration en apnée, afin que rien ne trouble la netteté de leurs gestes. Celle aussi de toute une salle, mais pas forcément en même temps, car attention, nul apitoiement dans ce récit qui convoque de manière extrêmement subtile les émotions de chacun.

Le récit débute par sa toute fin, qu'on peut donc divulguer: Marion Nicolas a avalé des cachets – panique, les pompiers sont appelés, on entend la voix d'un médecin. Marion Nicolas est la Vatel de la couture, du nom de l'intendant de Louis XIV, dont on dit qu'il se suicida parce que sa commande de poissons

La pièce passe des dentellières d'Alençon aux ateliers de broderies indiens. PHOTOS CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE. FESTIVAL D'AVIGNON

Dans le spectacle, les corps s'effondrent les uns sur les autres sur un sol de boue.

«Qui som ?» de Baro d'Evel, un peu barré

Pour sa première création au Festival, la compagnie franco-catalane fait résonner rires fous, énergie politique et beauté formelle, avec parfois un air de déjà-vu.

pour les festivités du roi n'était pas arrivée à temps. Le poisson absent est ici une robe brodée et incrustée de milliards de perles. Une robe qui porte surtout des milliards de récits. Exploit : le spectacle réussit à les déployer dans leur complexité, avec une clarté magnifique et sans aucun second rôle, histoires de moindre importance. Une robe donc, qui nous entraîne dans les tumultes de sa confection mondialisée, dans les ateliers indiens où des ouvriers experts mais sous-payés se transmettent leur savoir de père en fils, à Alençon ou dans l'atelier parisien. Mais aussi dans la vie de Camille, adolescente tourmentée, merveilleusement incarnée par Anaele Jan Kerguistel, qui fait un stage à la compta de Beliana. Caroline Guiela Nguyen a le grand talent de savoir tramer des moments de suspens qui résonnent avec l'histoire de chacun.

UTOPIE

Montrer le travail et les affects, la géopolitique qui vient percuter la vie intime, le plus grand et l'infiniment petit : c'était déjà le projet de *Saïgon*, présenté à Avignon en 2017, qui nous introduisait dans la vie d'un restaurant vietnamien parisien, vrais plats préparés tout au long de la représentation. Ici encore le décor n'aura pas besoin d'évoluer : des rouleaux de tissu, des patrons, plusieurs grandes tables. Mais il nous mènera partout, y compris dans un studio de radio. Les dentellières d'Alençon exposent leurs savoirs et leurs craintes d'une disparition faute de candidates, le métier étant genré – *«il faut sept ans pour former une dentellière. Comme un médecin»*.

Formidables également les séquences de communication à distance en Australie, qui finissent par faire exploser un secret de famille éléphantesque. Jusqu'ici le didactisme s'accordait forcément avec la lourdeur. Caroline Guiela Nguyen et sa troupe d'acteurs professionnels et amateurs nous détrompent. La distinction entre eux n'est d'ailleurs pas perceptible, les acteurs viennent de partout. Comme on l'espère, les spectateurs, pour ce spectacle voué à tourner, qui fait déjà date et réussit la prouesse de renouer avec l'utopie en acte de Vilar. ◂▸

LACRIMA de CAROLINE GUIELA NGUYEN jusqu'à jeudi au gymnase Aubanel. Puis à Strasbourg, du 24 septembre au 3 octobre, à la Comédie de Reims du 20 au 21 novembre, au Théâtre de Lille, du 7 au 11 décembre, à Douai les 18 et 19 décembre, à l'Odéon à Paris, du 7 janvier au 6 février 2025…

Tour de Babel. Premier geste, il est catastrophique donc burlesque, et l'inverse est vrai, un type bouscule un vase qui se brise à l'avant-scène. Première chute d'une longue série, où les corps vont s'effondrer les uns contre-après-dans les autres sur un sol de boue. Tomber, se relever pour encore chuter, mais, on commence à le percevoir, avec pas mal de virtuosité, ces hommes et ces femmes sont des pros de l'effondrement. Même pas mal. Le public éclate de rire, une danseuse aussi mais son rire est fou, les autres grimacent, yeux exorbités, bouche en apnée, tandis qu'une chanteuse déséquilibrée maintient vaille que vaille, le *Cum Dederit* de Vivaldi qui raconte bénédiction et récompense divine sous la forme de repos et de descendance. Tout s'effondre mais on y croit, allez, on donne de la voix! Et dans toutes les langues. Français, catalan, portugais, espagnol, anglais s'entendent dans cette pièce tour de Babel foutraque à l'image de la tentative de remodelage du premier vase cassé : un acteur céramiste recycle la terre du désastre et monte au tour une sorte de colonne aux allures de bite qui lui reste entre les mains.

Fous rires dans la salle qui n'est pas dupe de ce qui se joue sur scène : un discours de résistant politique reçu cinq sur cinq, et le spectacle d'une humanité en prise directe avec la matière. La terre, flaque de boue, puis poussière d'argile qui blanchit les costumes, les cheveux, la peau, creuse les visages des interprètes, jusqu'à en faire les descendants directs des personnages becketiens du *May B* de Maguy Marin. A la différence que la chorégraphe inventait en 1981 une grammaire de l'empêchement, somme de gestes arrêtés, de repentis tremblés. 2024, c'est une autre histoire plus acrobatique, et pourquoi pas, mais plombée par le déjà-vu photocopié de ces glissades désarticulées au sol et autres roulades doublées de tours de bras – vrais clichés de danse contemporaine.

Masques. En passant du noir originel au blanc «cassé» de l'argile, le message est clair, délivré par ces officiants qui s'enfilent la tête sous les vases, masques de terre pour jouer aux monstres fabuleux. Tout vient de la terre et tout y retourne, racontait Ménandre, à moins que ce ne soit Xenophane ; aujourd'hui rien n'est moins sûr : la piñata s'est redressée en une vague énorme, un tsunami de bouteilles en plastique envahit le plateau. Il ne reste plus qu'à cette humanité d'artistes à se barrer. Certes en musique sur un air de fanfare. Certes en gueulant : *«Le courage est sans victoire, va falloir le chercher… Suivez-nous suivez-nous, allez! Venez!»* Mais ils ont abandonné le plateau, sont montés dans les gradins. Alors oui, ils ont «gagné» la salle ; faudra-t-il les suivre défiler dans la rue ? Au risque de déserter la scène ?

LAURENT GOUMARRE
Envoyé spécial à Avignon

QUI SOM ? de BARO D'EVEL jusqu'à dimanche. Puis en tournée les 19 et 20 juillet aux Nuits de Fourvière à Lyon. Du 2 au 4 octobre au Théâtre 71 à Malakoff. Du 11 au 13 octobre au théâtre de Liège en Belgique. Du 31 octobre au 2 novembre aux Halles de Schaerbeek à Bruxelles. Du 13 au 16 novembre au Tandem scène nationale d'Arras. Du 2 au 22 décembre au théâtre de la cité à Toulouse. Et ça continue en 2025.

MON PREMIER AVIGNON MOHAMED EL KHATIB

YOHANNE LAMOULÈRE

«Le premier Avignon de ma vie, c'est 2003, j'ai 23 ans. Donc pas d'Avignon. C'était l'année des annulations, de la grève pour sauvegarder le régime de l'intermittence, des débats, une véritable agora politique, et j'avais trouvé ça à la fois génial, stimulant et d'une tristesse infinie. J'étais frustré comme spectateur, très heureux comme citoyen. J'y suis retourné l'année suivante. J'étais animateur de vacances et j'amenais des jeunes au lycée Saint Joseph rencontrer les artistes du Festival. Je suis arrivé au théâtre tard dans ma vie et en 2004 je découvre Rodrigo Garcia, les Flamands Jan Lauwers, Jan Fabre, Sasha Waltz… Le choc. On ne se posait plus la question des territoires des arts plastiques, de la danse ou du théâtre. Une rupture totale avec tout ce qu'on m'avait infligé au lycée, les pièces de Molière dans des mises en scène poussiéreuses. A Avignon, je me suis dit : *"Ah oui ! on peut faire ça !"* Je peux dire que je suis un enfant caché de Hortense Archambault et Vincent Baudriller, les directeurs du Festival de l'époque. Et puis il y a eu l'arrivée d'Olivier Py. Nouveau choc : remettre le texte au centre. Huit ans de disette.»

Recueilli par
LAURENT GOUMARRE
Envoyé spécial à Avignon

Mohamed El Khatib présente ***LA VIE SECRÈTE DES VIEUX*** jusqu'au 19 juillet à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Lola Arias opte pour une grammaire efficace. PHOTO EUGENIA KAIS. FESTIVAL D'AVIGNON

CULTURE/ FESTIVAL D'AVIGNON

«Los Días Afuera», les fortes du pénitencier

La metteuse en scène argentine Lola Arias laisse s'exprimer la singularité de ses six interprètes, femmes et personnes trans passées par la prison, grâce à un dispositif simple mais terriblement efficace.

Ça, c'est le type même de pièce qui rend l'exercice critique difficile, *Los Días Afuera* de l'Argentine Lola Arias. Soit les parcours fracassés de quatre femmes cisgenres, et deux personnes trans, violentées, emprisonnées : *«mille cent jours»*, annonce l'une ; *«mille cinq cent treize»*, surenchérit l'autre. Qui dit mieux ? Donnons au moins leur prénom, on leur doit bien ça : formidables Yoseli, Nacho, Estefania, Noelia, Carla et Paula, qui montent pour la première fois sur scène et exposent *«leurs jours après»* la prison pour femmes d'Ezeiza à Buenos Aires. Pas d'hommes cisgenres sur ce décor échafaudage de scène de concert, version pole dance, qui vire au drive-in – mais ils sont l'objet de toutes les plaintes : veulerie, tromperie et lâcheté. Nacho, lui, est *«garçon trans»*, aujourd'hui chauffeur de taxi et *«psy de pacotille»* quand les clients se racontent.

Dérouiller. C'est à leur tour de se dire. Tout. La misère en héritage, la rue, la drogue, le vol, la violence systémique faite aux femmes et trans, les flics qui tabassent, les conditions de détention, la visite des familles explosées, les discriminations à l'emploi, au logement, le sexe et l'amour en prison, deux filles qui restent collées des nuits entières à mater des films d'horreur, Nacho et Estefania qui se souviennent de leur groupe de rock pénitentiaire, les Hors contrôle – en serait-il autrement ? –, c'était en 2012. Douze ans plus tard, la musique brusque l'Opéra d'Avignon dans une dramaturgie très simple : alternance de récits de soi, chacun, chacune son tour – personne ne se coupe –, et passages de danse-musique live avec chansons populaires version cumbia ; bien sûr que les paroles prennent en charge leur triste et lamentable histoire : *«On ne choisit pas son destin. On ne sait pas ce qui viendra.»*

Si, on sait, et rien ne va nous surprendre dans la mise en scène de cette restitution de la violence. Forte de son travail d'écrivaine, réalisatrice, femme de théâtre avec des ex-détenus, vétérans de guerre, enfants de migrants, Lola Arias opte pour une grammaire efficace : dérouler en série les autobiographies, et déverrouiller les corps dans des numéros de comédie musicale. Mention spéciale à Noelia, travailleuse du sexe transgenre – militante tabassée pour avoir défendu les droits des *«putes»* – qui s'éclate dans un numéro de vogue. On lira plus tard qu'elle compte aujourd'hui parmi les figures importantes des *ballrooms* en Argentine.

Force. Le critique peut bien pointer la simplicité répétitive du dispositif, reste que ça fonctionne à plein régime pour ne pas enfermer – une fois de plus – ces six interprètes dans un format purement documentaire, et surtout leur garantir une parole singulière quand toutes les histoires se ressemblent tragiquement.

En ce jour de première, leur joie, la force de leur travail, la brutalité de leur présence ont tout emporté : les bémols du critique, les larmes de cette femme assise juste à côté, son bébé dans les bras, et le public debout… comme un seul homme ? Non. L'expression ne vaut plus rien, il faut en inventer une autre.

LAURENT GOUMARRE
Envoyé spécial à Avignon

LOS DÍAS AFUERA de LOLA ARIAS à l'Opéra Grand Avignon jusqu'à mercredi. Une projection de *Reas*, film de Lola Arias avec les six interprètes a lieu ce lundi au cinéma Utopia-Manutention d'Avignon à 11 heures.

«Lieux communs» : mou artistique

Malgré un rythme et une scénographie bien fichus, le spectacle de Baptiste Amann colle aux discours tiédis de ses personnages sans s'inventer une parole propre.

Puisque les discours dominants – politique et médiatique en premier lieu – ont perdu en efficacité, *«allant tout seuls»* et grevés qu'ils sont de clichés asséchants, intituler un spectacle *Lieux communs* c'est prendre le risque d'être particulièrement attendu sur la revitalisation de la langue. Plutôt bien fichu pour ce qui est du rythme et de la scénographie, le spectacle de Baptiste Amann se révèle décevant : on sent qu'il veut très fort nous parler de nous, mais faute de s'inventer une parole propre, il ne parle pas de grand-chose. Sur scène, des modules noirs figurent quatre espaces. C'est d'abord un théâtre dont nous voyons les coulisses, et où joue un spectacle controversé – la metteuse en scène a choisi d'adapter un long poème écrit depuis sa cellule par Issa, condamné pour le meurtre d'une jeune femme, fille d'un homme politique qu'on devine d'extrême droite. Le deuxième espace est le commissariat, où, quelques années auparavant, Issa, proche de milieux identitaires a été interrogé, et – on le comprend – forcé aux aveux. C'est ensuite un plateau de télé, où des invités se préparent à une émission culturelle, dans laquelle doit intervenir une réalisatrice féministe, qui, dans les loges, s'en prend violemment à une journaliste plus jeune et supposément plus radicale qu'elle. C'est, enfin, un atelier, où un homme passionné apprend à son apprentie comment restaurer une peinture, en l'occurrence un tableau déchiré par un visiteur fanatisé.

Alternant entre ces différents lieux et personnages, interprétés par une dizaine de comédiens, se tisse comme un roman contemporain au récit fluide, ample, et plutôt maîtrisé. Y résonnent des tas de mots-clés du moment, ressortissant à la fois de la critique du patriarcat, de l'engagement politique, des violences policières, bref, plein de problématiques réduites à des signaux neutralisés du contemporain. Car en fait de thriller, c'est bien au fameux «procès de notre temps» qu'on veut nous faire assister deux heures trente durant.

L'effet de mise en abyme qui ouvre le spectacle paraissait garantir une forme de complexité formelle – le théâtre dans le théâtre, c'est fait pour donner du mou, et ainsi garantir la possibilité d'une forme de critique. Et on y croit un temps, à la distance ironique. On s'attend même à ce que le spectacle soit là pour subvertir les «lieux communs» de notre élite culturelle : une saynète parodiant une émission d'intellos bourrés de tics et de paroles imbitables augure d'une forme moraliste, possiblement un peu réac, mais pourquoi pas. Malheureusement très vite on réalise que le spectacle colle absolument aux discours tiédis de ses personnages. Car quel est donc ce monde où la télévision publique propose des émissions sur Soulages en prime-time, où des réalisatrices d'art et essai féministes sont des stars, où on dissout des groupes influents de noirs d'extrême gauche, et où un théâtre devient le lieu de convergence sensible de la guerre culturelle ?

Face à ce défaut de réel, on s'agace, d'autant que le spectacle s'achève avec une sorte de notice explicative dans laquelle les oppositions déjà dites dans des dialogues – dont on ne peut par ailleurs que saluer l'efficacité – sont réexposées dans des monologues d'un lyrisme suranné. Difficile alors de ne pas ironiser sur le titre : voici un spectacle qui n'offre aucun lieu commun où penser collectivement quoi que ce soit, faute de capter notre réel et d'opérer le moindre décalage, bien qu'il en soit truffé.

LUCILE COMMEAUX
Envoyée spéciale à Avignon

LIEUX COMMUNS texte et m.s. BAPTISTE AMANN à l'Autre Scène (Vedène) jusqu'à mercredi, puis en tournée.

Le defaut de réel agace. PHOTO RAYNAUD DE LAGE. FESTIVAL D'AVIGNON

LES GRANDES TRAVERSÉES

Wikimedia Commons

Les multiples vies d'Indira Gandhi.

Une série documentaire
en 5 épisodes produite par Michel Pomarède,
réalisée par Jean-Philippe Navarre

Disponible sur franceculture.fr
et l'application Radio France

france culture

L'esprit d'ouverture

CULTURE/

Sama' Abdulhadi, 34 ans, a découvert la techno allemande à Ramallah, puis à Beyrouth. PHOTO DR

Sama' Abdulhadi : «Il faut danser, maintenant ou jamais»

A l'occasion du festival Peacock Society, la DJ palestinienne revient sur ses influences berlinoises, son enfance bercée par la poésie et son amour pour les fêtes à Ramallah.

Elle se produit au moins trois fois à Paris en quelques jours, réside dans la capitale, a donné plusieurs entretiens par le passé, est une artiste passionnante à qui des centaines de questions pourraient être présentées. Pourtant, Sama' Abdulhadi ne se laisse pas facilement apprivoiser par les journalistes. Pour interviewer la DJ palestinienne de 34 ans, il faut montrer patte blanche, faire fondre les réticences, négocier. Parce que ses équipes sont méfiantes. Cette demande d'interview débarque dans leur boîte mail alors que, presque simultanément, les images d'enfants palestiniens tués par des bombes font le tour des réseaux sociaux. Le contexte géopolitique refroidit évidemment les ardeurs, les menaces et insultes envers l'artiste quasi constantes depuis le 7 octobre 2023. Les questions sont donc envoyées à l'avance, le téléphone réclamé comme seul intermédiaire, et l'enregistrement de l'entretien poliment exigé, comme la nécessité de posséder des preuves en cas de trahison.

Combat. Quelques jours plus tard, Sama' Abdulhadi apparaît souriante sur l'écran de l'ordinateur, posée nonchalamment sur le canapé de son appartement parisien, clope au bec, longs cheveux bruns et décoiffés. La visioconférence a finalement été acceptée, et la DJ ne semble pas gênée de n'avoir reçu que quelques exemples de sujets à aborder au lieu des questions précises. *«Il faut comprendre une chose*, explique-t-elle. *Quand tu es palestinienne, tu l'es aux yeux d'absolument tout le monde. Si tu exprimes tes idées, que tu défends ton pays, tu t'exposes obligatoirement.»* Il ne semble pas exister de neutralité pour ses compatriotes, comme s'ils étaient sans cesse sujets à l'essentialisation.

Elle a mis du temps à le comprendre, mais l'a accepté. *«C'est ce qui me fait avancer aujourd'hui. J'ai compris que si j'avais décidé de m'orienter vers les musiques arabes, par exemple, il n'y aurait très certainement pas d'autre DJ techno palestinienne aujourd'hui.»* Qu'elle le veuille ou non, elle porte sur elle un combat, une injustice, un drapeau. Sa famille, comme tant d'autres au Moyen-Orient, porte d'ailleurs intensément cette identité et ce statut de réfugiés. Sama' est née à Amman, en Jordanie. Ses parents n'ont pu retourner chez eux, à Ramallah, en Cisjordanie, que lorsqu'elle a eu 5 ans, en 1996. *«Mes cousins sont aussi rentrés de Grande-Bretagne, d'autres d'Egypte où ils étaient réfugiés, comme nous. J'ai alors rencontré une nouvelle famille, très nombreuse, et dans laquelle le militantisme était primordial. On vivait tous dans le même immeuble à Ramallah. Ma mère était activiste pour les droits des femmes, mon père était aussi très engagé.»*

Le dabkeh, cette danse très populaire au Levant, rythme les fêtes, quand la poésie orne le quotidien. *«Je me souviens, quand j'étais enfant, que le poète Mahmoud Darwich organisait de grandes soirées poésie retransmises à la télévision. Les gens ne les rataient pas, même si un match de foot important était diffusé en même temps. Souvent, j'envoie des poèmes à mon père pour qu'il s'enregistre en train de les lire. Je peux l'incorporer à ma musique. Je prends sa voix, je la découpe, la mélange à d'autres éléments, en extrait le message.»*

> «Les soirées [à Ramallah] sont différentes parce qu'elles peuvent toutes être la dernière.»
> **Sama' Abdulhadi** DJ

Sama' Abdulhadi a grandi loin de Berlin, mais est profondément influencée par la techno de la capitale allemande, qu'elle a découverte à Ramallah, sur Internet, puis à Beyrouth. *«Quand j'ai eu 20 ans, je ne manquais jamais un concert des DJs libanais. J'étais fascinée par les sons, les techniques, c'était très mystérieux. Je passais déjà de la musique en soirée, mais ça n'était pas vraiment du djing. J'ai alors observé ce que faisaient des artistes comme Above and Beyond, Nicole Moudaber, Carl Cox, Satoshi Tomiie, ou Richie Hawtin, religieusement.»* Elle s'est fait un nom grâce à une Boiler Room, ce concept musical né en 2010, consistant à filmer la prestation d'un artiste des musiques électroniques et à la diffuser sur YouTube. Le 29 septembre 2018, Sama' Abdulhadi y est mise à l'honneur, sa performance à Ramallah cartonnant d'emblée et la propulsant au rang de *«techno queen»* palestinienne. Ce statut a vite suscité l'intérêt des promoteurs et festivals européens. Problème: *«Je jouais de la techno berlinoise, mais je n'avais jamais mis les pieds à Berlin.»*

Drapeau. Elle s'est retrouvée hantée par la question de la légitimité. *«J'ai eu mon visa pour venir jouer en France, et j'avais prévu d'aller tout de suite à Berlin, avant le concert. A l'aéroport, un officier de police m'a certifié que je ne pouvais pas rentrer en Allemagne. Mais je lui ai expliqué pourquoi je devais venir, et il m'a laissée passer. D'une certaine manière, il a eu une importance énorme dans ma carrière.»* La première fois qu'elle se retrouve à jouer à Paris, Sama' Abdulhadi est pétrifiée. *«Je ne pouvais pas bouger. Mais mes amis musiciens ont vu que je n'étais pas bien et sont montés sur scène pour danser le dabkeh avec moi. Là, j'ai compris que je pouvais me lâcher, que je pouvais le faire.»* Elle retourne souvent jouer à Ramallah, même si ces derniers temps les allers-retours sont difficiles, voire impossible à organiser. Elle conserve un indéfectible amour pour les fêtes électroniques locales. *«Les soirées là-bas sont différentes parce qu'elles peuvent toutes être la dernière. Quand on commence à danser, on sait qu'on aura peut-être toute la nuit, mais que ça peut ne durer que dix minutes, que la police peut débarquer. Il n'y a donc pas de temps à perdre, il faut danser, maintenant ou jamais.»*

Lors de son passage au prestigieux Rex Club à Paris le 8 mars, elle a brandi un drapeau palestinien devant la foule, bravant les menaces de mort et harcèlement subis durant les cinq mois précédents. Mais elle le certifie: *«L'amour que je reçois est largement supérieur à tout cela. Une grande partie des gens qui viennent me voir sont des réfugiés palestiniens, où que je me produise dans le monde. Après le 7 Octobre, nous avons attendu que ça se calme un peu avant de remonter sur scène, pour ne pas les exposer.»* Elle a repris, progressivement, la route et les DJ sets. Et met un désormais un point d'honneur à faire entendre la voix des artistes dont l'engagement et l'identité se paient souvent très cher.

BRICE MICLET

Au festival Peacock Society, le 13 juillet au Parc floral de Paris.

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les département d'habilitation de LIBERATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 189€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (C.222 € HT).

75 PARIS

Constitution de société

Par ASSP en date du 13/06/2024 il a été constitué une EURL dénommée :

ASSISTFACTORY

Siège social : 229 rue Saint-Honoré 75001 PARIS Capital : 1000 € Objet social : ? Les prestations de services et conseils pour les affaires et autres conseils de gestion,notamment dans le domaine de l'ingénierie et des études techniques.Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :? La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce,la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines,ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus .? La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriétéintellectuelle concernant ces activités .? La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières,mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacherà l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe .? Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet. Gérance: M Cédric EUVO demeurant 2 ALLEE DES TILLEULS 78480 VERNEUIL-SUR-SEINE Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS.

La reproduction de nos petites annonces est interdite

94 VAL-DE-MARNE

Constitution de société

Par ASSP en date du 10/06/2024, il a été constitué une SARL dénommée :

SUPER FRAIS

Siège social : 87 rue Marius Sidobre 94110 ARCUEIL Capital : 80000 € Objet social : La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :- L'achat, la vente, le négoce, en gros et demi-gros, import-export, commerce à l'international de tous produits alimentaires quelconques, français ou d'origine étrangère, tous produits et articles intéressant le ménage (liste non exhaustive);- La participation de la société par tous moyen directement ou indirectement dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux de tous fonds de commerce ou établissements ;- Et plus généralement, toutes opérations économiques, juridiques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement. Gérance : M Anthony Xiangfeng LIU demeurant 52 rue de Chabrol 75010 PARIS ; M Jinhai ZHANG demeurant 26 rue du chemin vert 93000 BOBIGNY Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de CRETEIL.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Retrouvez tous les jours les bonnes adresses de Libération

(cours, association, emplois, casting, déménagement, etc.)

Contactez-nous — Particuliers. 01 87 39 82 95 repertoire-libe@teamedia.fr

LUNDI 8

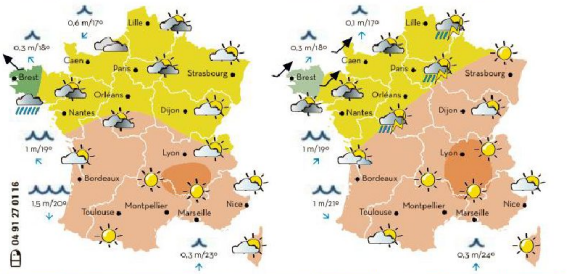
Il semble qu'on se dirige vers une amélioration assez générale et une hausse des températures. Cependant, des pluies et du vent pourraient toucher un petit quart Nord-Ouest. Les nuages resteraient encore accrochés aux Alpes du Nord. Le mistral souffle à nouveau au Sud-Est.

EN SOIRÉE Temps couvert et humide au nord-ouest.

MARDI 9

Un temps estival, ensoleillé et plus chaud, pourrait s'imposer sur les trois quarts du pays. Une petite incertitude concerne encore la pointe bretonne où le ciel pourrait être très nuageux avec quelques pluies éparses. Orages en fin de journée sur les Pyrénées.

EN SOIRÉE Pluies éparses au Nord-Ouest. Nuit calme et douce partout ailleurs.



-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°

Soleil · Éclaircies · Nuageux · Pluie · Couvert · Orage · Pluie/neige · Neige

Agitée · Peu agitée · Calme · Fort · Modéré · Faible

La Chaîne météo www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	14	20	Lyon	14	28	Alger	21	27
Caen	14	19	Bordeaux	13	28	Berlin	13	25
Brest	14	16	Toulouse	15	30	Bruxelles	12	20
Nantes	13	19	Montpellier	19	30	Jérusalem	22	32
Paris	13	22	Marseille	22	29	Londres	11	19
Strasbourg	15	25	Nice	21	27	Madrid	19	32
Dijon	14	24	Ajaccio	22	30	New York	22	30

Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Gogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM — LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01
Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5326 MOYEN

					8		1	
1	8	9	5					
	3	4	1	6		5	8	
6			8		1	7	4	
				7				
	5	7	9		2			1
	6	5			9	1		
7		3			4	9		6
	2		6					

SUDOKU 5326 DIFFICILE

8			9		3			
	9	3	1		5	4	7	
	4			7			1	
3	8						9	1
		6				8		
7	2						3	5
	1		3	5			8	
	3	2	4		7	1	5	
			2	9	1			

Solutions des grilles précédentes

MOYEN

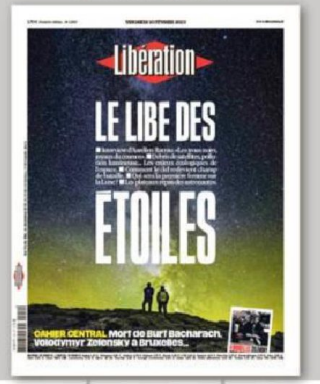
2	8	6	9	1	3	4	5	7
3	9	7	4	5	6	8	1	2
1	4	5	2	7	8	9	3	6
7	1	8	3	2	9	5	6	4
6	2	4	1	8	5	3	7	9
5	3	9	6	4	7	1	2	8
4	5	2	7	9	1	6	8	3
8	7	3	5	6	4	2	9	1
9	6	1	8	3	2	7	4	5

DIFFICILE

5	6	3	1	4	8	7	9	2
1	9	7	6	2	3	4	5	8
4	2	8	7	9	5	6	1	3
6	5	9	8	3	2	1	4	7
7	8	1	4	5	6	2	3	9
3	4	2	9	1	7	5	8	6
2	7	4	3	8	1	9	6	5
8	1	5	2	6	9	3	7	4
9	3	6	5	7	4	8	2	1

Libération La boutique

Retrouvez les derniers numéros de «Libération» et nos collectors sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Une femme de pouvoirs

Sidse Babett Knudsen Précise dans son jeu, l'actrice connue pour son rôle dans «Borgen», peut endosser n'importe quel costume à l'écran.

Serait-elle capable de tout ? En 2010, un an avant la prise du château de Christiansborg par l'ex-Première ministre danoise sociale-démocrate Helle Thorning-Schmidt, première femme à accéder à ce poste dans le pays, Sidse Babett Knudsen avait à sa manière baissé le pont-levis. Trois ans durant, elle a prêté ses traits fins et son regard espiègle à Birgitte Nyborg, dynamique cheffe d'un gouvernement de coalition (tiens, tiens), fin stratège politique, épouse et mère, dans la série à succès d'Adam Price *Borgen, une femme au pouvoir*, revenue en 2022. Au point de se fondre dans ce personnage de femme forte et ambitieuse, auquel on l'associe encore, et qui lui a valu une nomination aux Bafta et aux Emmys. Ces jours-ci, elle troque élégants chignons et tailleurs irréprochables pour le céruléen morne d'un uniforme carcéral, prêtant ses yeux bleu glacier à la glaçante Eva, gardienne de prison éprise de vengeance dans le thriller étouffant *Sons*, de Gustav Möller. Un vrai *«challenge, tant le rôle, doté d'un énorme potentiel et d'une forme de musicalité, est parfois cruel»*, concède-t-elle dans un français impeccable, tout juste teinté d'un léger accent, depuis les salons de l'hôtel de Saint-Germain-des-Prés où elle nous a donné rendez-vous au printemps. *«C'est drôle parce que si je n'ouvre pas la bouche, on ne me reconnaît pas.»* Elle s'amuse de ce relatif anonymat dont elle jouit même au Danemark, où elle vit. *«J'aime me fondre dans la masse, pouvoir sortir de chez moi tranquille, sans être maquillée. Quand on me reconnaît ou qu'on me demande des selfies, ça me gêne énormément.»*

LE PORTRAIT

Large sourire, poignée de main chaleureuse et regard rieur, en chemisier abricot et baskets assorties, elle n'a strictement rien d'Eva, pourtant écrite pour elle. Aux antipodes de cette matonne noire et froide, elle se révèle solaire et drôle, décrivant un tournage réalisé dans des geôles désaffectées de Vridsløselille, près de Copenhague, *«très joyeux, bizarrement, malgré le côté claustrophobe. A force, je me sentais chez moi, dans ces petites cellules. Enfin, sauf que je pouvais partir tous les soirs. La liberté est essentielle pour moi»*. C'est peut-être ce qui la guide dans ses choix éclectiques. Elle assure ne pas nourrir d'ambition ou avoir de *«direction»* claire, marcher *«à l'instinct»*. Ces dernières années, elle a tour à tour donné la réplique à Tom Hanks (*Inferno*, 2016), à Fabrice Luchini (*l'Hermine*, 2015, pour lequel elle a obtenu un césar de la meilleure actrice dans un second rôle), ou à Benoît Magimel (*la Fille de Brest*, 2016). Dans ce long métrage d'Emmanuelle Bercot, la Danoise incarne la médecin lanceuse d'alerte Irène Frachon, à l'origine de la révélation du scandale du Mediator. Découvrir qu'elle serait son double à l'écran a fait l'effet à la pneumologue d'un *«cadeau»* : *«J'avais dévoré* Borgen*, et j'étais tombée sous le charme de l'actrice, que je trouvais talentueuse, irrésistible»*, se souvient Irène Frachon, qui garde le souvenir d'avoir rencontré une *«fille franc-jeu et très sympa, extrêmement naturelle, qui tutoie tout de suite et rigole facilement»*. En riant, elle ajoute : *«On allait voir les lieux du tournage avant que ça ne commence. A l'époque, elle venait tout juste d'apprendre à conduire des voitures automatiques. Elle a bien failli nous mettre dans le fossé. Je la revois aussi pomper comme une malade sur sa vapoteuse et manger des chewing-gums pour se sevrer du tabac.»*

Sidse Babett Knudsen ne s'est pas départie de cette habitude, mâchonnant des succédanés nicotinés tout au long de l'entretien, elle qui a cessé de fumer depuis douze ans. *«Je suis devenue dépendante aux chewing-gums. J'ai bien essayé d'arrêter, mais ça faisait comme avec la cigarette : je ne pensais qu'à ça.»* Pour le reste, elle fait attention à sa ligne, décline les viennoiseries, qui pourraient *«l'atomiser»*. Sans fausse modestie, elle glisse à plusieurs reprises n'être pas sûre de son français, nous soumet des devinettes pour retrouver un mot, une expression, qu'elle fait siens aussitôt. Il faut dire qu'elle a passé près de six années *«très formatrices»* à Paris, au cours desquelles elle s'essaie à l'art dramatique au sein du Théâtre de l'Ombre, aujourd'hui disparu. *«Un travail d'acteur très physique autour du clown, du mime, de la Comedia Dell'Arte»*, qui conforte son *«plaisir de jouer»*. Aussi loin qu'elle se souvienne, elle a toujours voulu devenir comédienne. Peut-être est-ce dû à cet oncle projectionniste avec lequel elle dévorait les sorties ciné ou aux films américains des années 50 dont elle se régalait à la télé.

1968 Naissance à Copenhague (Danemark).
2010-2013, puis 2022 *Borgen*.
2016 César de la meilleure actrice dans un second rôle pour *l'Hermine*.
10 juillet 2024 Sortie de *Sons* (Gustav Möller).

Fille d'un photographe et d'une enseignante, elle grandit aux côtés d'un frère cadet à Copenhague. Aura un demi-frère, plus tard, après le remariage de son père. Toute petite, elle passe cinq ans en Tanzanie, où sa mère a accepté une mission humanitaire. Contrairement à leur entourage expatrié, ses parents refusent le confort et l'entre-soi des quartiers résidentiels, préférant être proches des locaux. *«Ils se sont rencontrés sur un bateau en Amérique du Sud. Ils ont voyagé toute leur vie, c'est dans leur sang. J'ai été élevée dans l'idée qu'on avait pour mission de comprendre le monde.»* Bac en poche, elle fait fi des préconisations maternelles, qui auraient voulu qu'elle se forme *«à un vrai travail, au cas où. Mais un ami de ma mère, peintre, m'avait dit : "Si on a un filet de sécurité, on finit par y tomber." Ça été décisif»*. Alors elle débarque à Paris, au départ pour un an, pense-t-elle pour tenter sa chance. Apprend le français en allant lire *la Métamorphose* de Kafka à la bibliothèque, ou auprès de la fille de la famille chez laquelle elle loue une chambre. *«Elle me montrait Johnny Hallyday à la télé pour que je comprenne ce que voulait dire "chanteur"»*, se remémore-t-elle, en rejouant la scène.

On l'a rencontrée bien avant la dissolution et l'incertitude qui s'est ensuivie. Elle trouve *«super agréable»* de revoir Paris, porte sur la France un regard attendri. A moins qu'elle n'ait conservé quelques-uns des traits de caractère de Birgitte Nyborg ? D'abord, un certain sens de la diplomatie : elle concède que le Danemark est *«plus en avance»* que l'Hexagone en matière de parité, en politique comme dans les foyers, mais ne peut se résoudre à nous juger *«en retard»*, tout juste *«plus conservateurs»* sur la question. De la femme politique qu'elle a incarnée, elle a aussi gardé un art de la pirouette : de sa vie privée, on saura juste qu'elle a un fils d'une vingtaine d'années. Elle ne dira pas, non plus, qui sont les hommes et femmes politiques qu'elle admire. Pour *Borgen*, elle en a rencontré beaucoup, ce qui a, estime-t-elle, permis d'*«humaniser le pouvoir»*. On ne sait plus bien comment c'est venu, mais elle lâche que *«pour changer les choses, il faut un équilibre entre le réalisme et l'idéalisme»*, signe de sa maîtrise de l'art du compromis. Serait-elle capable de tout ? D'inoculer à son pays de cœur les savoirs de Birgitte Nyborg en matière d'alliances et de coalition ? ◆

Par **VIRGINIE BALLET**
Photo **EMMA BIRSKI**